

---

# SOMMAIRE

RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	49
COMPTES CONSOLIDÉS	66
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	117
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	118

# RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 1998

L'analyse des résultats de l'exercice 1998 est présentée en euros.

## I RÉSULTATS CONSOLIDÉS

En 1998, Paribas a réalisé un résultat net part du Groupe de 1 002 millions d'euros. Ce résultat est stable par rapport à l'exercice 1997, qui comportait d'importantes plus-values de cession d'activités (notamment Crédit du Nord et Paribas Belgique).

Le résultat des activités cédées représente 4 millions d'euros en 1998 contre 208 millions d'euros en 1997. Sur la base du périmètre hors activités cédées, le résul-

tat net part du Groupe est de 998 millions d'euros, en progression de 26 % par rapport au 31 décembre 1997.

Le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice 1998 s'établit à 153,8 millions d'actions, contre 110,7 millions en 1997. Cette augmentation est due à l'impact des offres publiques d'échange sur la Compagnie Bancaire et le Cetelem qui ont eu lieu fin 1997, et aux opérations de fusion qui ont suivi.

Le résultat net par action hors activités cédées s'établit à 6,5 euros contre 7,2 euros en 1997. La principale raison de cette dilution n'est pas tant l'augmentation du nombre moyen d'actions que l'impact de la crise dans les pays émergents, qui est explicité ultérieurement.

en millions d'euros	1997	1998	1998/1997
Revenus des pôles d'activités	4 762	5 666	+ 19 %
Charges d'exploitation	- 2 999	- 3 574	+ 19 %
Provisions	- 298	- 174	- 42 %
Coût du risque pays émergents	- 299	- 387	-
Résultat avant impôt et survaleurs	1 167	1 531	+ 31 %
Amortissement des survaleurs	- 48	- 89	-
Impôt	- 6	- 300	-
Intérêts minoritaires	- 319	- 143	-
Résultat net part mère hors activités cédées	794	998 *	+ 26 %

(\*) Avant prise en compte de la provision pour coûts de restructuration SG Paribas, d'un montant de 400 millions d'euros après impôts. Cette provision sera inscrite dans les comptes de 1998 en cas d'issue favorable de l'offre publique d'échange de la Société Générale sur les titres Paribas lancée le 12 février 1999 et suite à l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Générale le 1er avril 1999 de l'augmentation de capital rémunérant les actions Paribas apportées.

Le rattachement à l'exercice 1998 de cette provision est justifié par le fait que fin 1998, les présidents de Paribas et de la Société Générale se sont accordés sur le principe que le rapprochement entre les deux banques était la solution la meilleure pour les deux groupes.

L'évolution des composantes du résultat avant impôt et amortissement des survaleurs est commentée ultérieurement.

La hausse de l'amortissement des survaleurs provient des OPE de fin 1997 (41 millions d'euros en 1998). La charge d'impôt en 1998 ressort à un taux apparent de 20 %, qui devient 31 % lorsqu'on exclut le résultat déjà taxé des sociétés mises en équivalence, soit un montant net d'impôt de 554 millions d'euros. Ce taux moyen bénéficie des effets de la taxation à taux réduit appliquée

aux plus-values de cession. En 1997, ce poste était quasiment nul, du fait de l'économie fiscale résultant de l'intégration fiscale de la Compagnie Bancaire, du Cetelem et de leurs filiales françaises, qui permettait notamment l'utilisation substantielle de déficits reportables.

Les intérêts minoritaires sont en sensible diminution du fait de la disparition des actionnaires minoritaires de la Compagnie Bancaire et de ses filiales. Les seuls intérêts minoritaires significatifs qui subsistent sont ceux des filiales Klépierre et Cobepa.

## 2 CONTRIBUTION DES PÔLES AU RÉSULTAT DE PARIBAS

Ce paragraphe détaille la contribution de chacun des pôles de Paribas au résultat avant impôt et amortissements de survaleurs.

La présentation des pôles adoptée est la suivante :

- Services Financiers Spécialisés (UFB, Arval, Cetelem, UCB) ;
- Gestion d'Actifs et Services Bancaires (Gestion Institutionnelle et Privée, Cardif, Cortal, Métier Titres, Banque Directe) ;
- Banque de Financement et d'Investissement (activités Equity Secondaire, Fixed Income, Métier Bancaire, Corporate Finance) ;
- Participations (Paribas Affaires Industrielles) ;
- Immobilier ;
- Autres.

Chaque pôle bénéficie du revenu des fonds propres qui lui sont alloués. Les fonds propres sont ainsi alloués :

- pour le pôle Services Financiers Spécialisés : en fonction des risques pondérés,
- pour le pôle Gestion d'Actifs et Services Bancaires : en fonction des risques pondérés, du montant des frais généraux et des fonds propres réglementaires de l'assurance vie,
- pour la Banque de Financement et d'Investissement : en fonction des risques pondérés et de la valeur en risque des activités de marché,
- pour les pôles Participations et Immobilier : en fonction de la liquidité et des risques des titres en portefeuille.

La rentabilité des fonds propres de chacun des secteurs est calculée sur la base de cette allocation.

### 2.1 SYNTHÈSE DES REVENUS ET RÉSULTATS DES SECTEURS

Le tableau suivant est une synthèse des revenus des pôles d'activité et de leur résultat opérationnel.

en millions d'euros	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'Actifs et Services Bancaires	Banque de Financement et d'Investissement	Participations	Immobilier	Autres	Total
Revenus (1)	1 504	1 013	1 982	687	109	372	<b>5 666</b>
% / 1997	+ 7 %	+ 25 %	+ 11 %	+ 24 %	+ 59 %	+ 151 %	<b>+ 19 %</b>
Charges générales	- 864	- 818	- 1 553	- 28	- 54	- 257	<b>- 3 574</b>
% / 1997	+ 6 %	+ 21 %	+ 21 %	+ 11 %	+ 12 %	+ 76 %	<b>+19 %</b>
Provisions	- 219	- 14	- 386	-	8	50	<b>- 561</b>
% / 1997	+ 9 %	+ 19 %	+ 21 %	-	n.s.	n.s.	<b>- 6 %</b>
Résultat avant impôt et survaleurs	421	181	42	659	63	165	<b>1 531</b>
% / 1997	+ 8 %	+ 50 %	- 75 %	+ 25 %	+ 153 %	n.s.	<b>+ 31 %</b>
Fonds propres moyens totaux alloués (milliards d'euros)	1,6	0,7	3,5	1,9	0,7	1,4	<b>9,8 (2)</b>
Rentabilité avant impôt	26 %	27 %	1 %	35 %	9 %	12 %	<b>16 %</b>

(1) Y compris le placement des fonds propres moyens alloués.

(2) Le chiffre total représente les fonds propres comptables moyens globaux.

### 2.2 ANALYSE DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL DES SECTEURS

Les revenus de l'ensemble des secteurs d'activité s'élèvent à 5 666 millions d'euros en 1998, soit une progression de 19 % par rapport à 1997.

Le résultat total avant impôt et amortissement des survaleurs est de 1 531 millions d'euros, soit, rapporté à 9,8 milliards d'euros de fonds propres moyens pendant l'exercice, une rentabilité de 16 %. Il progresse de 31 % sur 1997.

## SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

Avec un résultat avant impôt et amortissement des survaleurs de 421 millions d'euros et 1,62 milliard d'euros de fonds propres alloués moyens, le pôle dégage une rentabilité avant impôt de 26 %.

### Tableau d'activité

en milliards d'euros	31.12.1997	31.12.1998	1998/1997
UFB Locabail	1,8	2,2	+ 19 %
<i>dont hors de France</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>+ 37 %</i>
Arval	0,2	0,4	+ 48 %
<i>dont hors de France</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>+ 106 %</i>
Cetelem	9,8	10,6	+ 8 %
<i>dont hors de France</i>	<i>2,0</i>	<i>2,5</i>	<i>+ 28 %</i>
UCB (1)	2,0	2,1	+ 4 %
<i>dont hors de France (1)</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>+ 36 %</i>
Total crédits distribués (1) (2)	13,7	15,1	+ 10 %
<i>dont hors de France (1)</i>	<i>3,1</i>	<i>4,1</i>	<i>+ 33 %</i>
Affacturation (UFB Locabail)	2,1	2,4	+ 15 %
<i>dont hors de France</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>+ 7 %</i>
Location de flottes de véhicules (Arval) en unités	52 100	95 000	+ 82 %
<i>dont hors de France</i>	<i>10 300</i>	<i>26 000</i>	<i>+ 154 %</i>
Ratio "Trichet"	0,3 %	0,1 %	-

(1) À périmètre constant.

(2) Après élimination des doubles comptages.

Il est précisé que le ratio "Trichet" mesure le taux des crédits accordés à un taux inférieur à celui des placements sans risque majoré de 80 points de base. Ce ratio s'inscrit dans le cadre de "la circulaire Trichet" du 18 Juillet 1995 dans laquelle le gouverneur de la Banque de France recommandait aux dirigeants des Établissements de crédit de veiller à ce que les conditions de crédit comprennent une marge suffisante.

#### • En France

UFB Locabail affiche une progression de 13 %, qui confirme la reprise de l'activité déjà visible à la fin du premier semestre. Les partenariats (notamment Norbail), ont été des moteurs de croissance tout au long de l'année. Arval enregistre une croissance de 25 %, tant pour le parc en location (+ 23 %) dont Arval reste propriétaire que pour les prestations de services (impact contrat France Telecom).

## L'activité et les revenus

Les crédits distribués par les sociétés de Services Financiers Spécialisés atteignent 15,1 milliards d'euros à fin 1998, enregistrant ainsi une croissance de 10 % sur fin 1997. Cette croissance s'établit à 33 % avec 4,1 milliards d'euros pour la partie internationale de l'activité.

Cetelem affiche une croissance modérée de 3 % qui tient compte d'un recul de 13 % pour Cofica.

UCB est en recul de 7 % car cette société ne souhaite pas sacrifier son taux de marge pour préserver ses volumes. Toutefois, une partie du retard enregistré au premier semestre (- 15 %/juin 97) a été rattrapée au second semestre, grâce en particulier à la mise en place d'une nouvelle tarification.

#### • À l'international

La croissance de l'ensemble du pôle a été très soutenue (+ 33 %).

Pour UFB, la production internationale représente désormais 33 % du total, contre 28 % en 1997. De même, Cetelem a réalisé un quart de la production à l'international, contre 20 % en 1997.

L'activité d'Arval a été soutenue, notamment par le contrat avec Enel en Italie.

UCB réalise de bonnes performances, en particulier en Espagne et Italie dans des environnements porteurs (niveaux de marge élevés).

Il faut noter la progression remarquable d'Arval dans la location de flottes de véhicules : le nombre de véhicules en location est de 95 000 contre 52 200 fin 1997.

Les revenus des Services Financiers Spécialisés s'établissent à 1 504 millions d'euros, en croissance de 7 % par rapport à fin 1997. Ils représentent 27 % du total des revenus du Groupe.

Cette croissance est modérée au regard de celle qu'a connue le pôle dans les années passées. Elle a en effet été affectée par :

- deux problèmes conjoncturels de Cetelem (changement de système informatique et conditions d'exploitation difficiles de Cofica),

- le coût du développement international, très élevé notamment pour Cetelem, UFB et Arval.

Hors revenus des placements de fonds propres, la croissance des revenus se répartit comme suit :

- UFB Locabail : quasi-stabilité à 189 millions d'euros,

- Arval : progression de 52 % à 51 millions d'euros, qui traduit la forte progression des crédits distribués (48 % à 0,4 milliard d'euros),

- Cetelem : croissance de 7 % à 966 millions d'euros, du fait des problèmes évoqués ci-dessus,

- UCB : croissance de 5 % à 298 millions d'euros.

### Les charges générales

Les charges générales du pôle sont en croissance de 6 % sur fin 97. Elles atteignent 864 millions d'euros. Cette croissance est due principalement au développement international du pôle.

### Les provisions

Avec 219 millions d'euros de dotation nette, le pôle affiche un taux moyen de provision de 0,8 % des encours. L'activité ayant le coût du risque le plus élevé est celle du financement automobile (Cofica).

### Le résultat opérationnel

Le résultat du pôle, avant impôt et amortissement des survaleurs, s'établit à 421 millions d'euros, contre 389 fin 1997, soit une progression de 8 %.

Par groupe de sociétés, cette croissance se répartit comme suit :

- UFB Locabail : croissance de 11 % à 35 millions d'euros,

- Arval : avec 15 millions d'euros, quasi-doublement du résultat,

- Cetelem : stabilité à 314 millions d'euros. Il faut noter à ce sujet le poids des investissements étrangers, qui assurent un relais de croissance fort pour les années à venir,

- UCB : amélioration à 58 millions d'euros, contre 34 millions d'euros fin 1997, qui bénéficie de l'amélioration de la conjoncture immobilière et de sa politique prudente de provisionnement, malgré des conditions concurrentielles extrêmement sévères en France.

## GESTION D'ACTIFS ET SERVICES BANCAIRES

### Tableau d'activité

en milliards d'euros	31.12.1997	31.12.1998	1998/1997
<b>Activité</b>			
Collecte nette GIP	0,5	4,4	x 9
Chiffre d'affaires Cardif <i>dont hors de France</i>	2,6 0,6	2,8 1,0	+ 8 % + 69 %
Collecte Épargne Cortal	0,6	1,4	x 2,3
Flux Bourse Cortal	1,9	3,3	+ 73 %
<b>Actifs gérés (1)</b>	<b>59,6</b>	<b>70,7</b>	<b>+ 19 %</b>
Gestion Institutionnelle et Privée	44,3	51,9	+ 17 %
Cardif	15,6	18,4	+ 18 %
Cortal	3,8	5,0	+ 31 %
Banque Directe (nombre de clients)	38 000	47 400	+ 25 %
Conservation Titres (clients externes)	329	473	+ 45 %

(1) Après élimination des doubles comptages.

Avec un résultat avant impôt de 181 millions d'euros et 0,67 milliard d'euros de fonds propres alloués moyens, le pôle dégage un rendement avant impôt de 27 %.

### L'activité et les revenus

Ce pôle a connu un très fort développement de son activité comme en témoigne l'évolution de la collecte d'épargne et la croissance des actifs gérés.

Cardif a fortement développé ses activités à l'étranger alors que son activité assurance vie en France a reculé du fait du changement de la fiscalité de l'assurance vie. Cardif s'est cependant bien comporté dans ce marché en régression puisque son chiffre d'affaires en France n'a diminué que de 9 % alors que le marché dans son ensemble s'est replié de 13 %.

Il faut noter la croissance très forte de l'activité Bourse de Cortal qui a su s'adapter de façon remarquable à l'évolution de son marché partant des Sicav monétaires pour arriver à la gestion des ordres de Bourse sur Internet en passant par la Sicav des Sicav et la Centrale des Placements.

Les actifs gérés progressent au total de 19 % . Les actifs de la Gestion Institutionnelle et Privée progressent de 17 % dont 7 % au titre de l'effet performance. Cette croissance a été soutenue pour l'ensemble des activités, en particulier la Gestion Privée domestique (+ 20 % sur 1997) et la Gestion Institutionnelle (+ 19 %). Il faut souligner l'amélioration progressive et régulière de la structure des actifs vers des produits plus rémunérateurs (fonds collectifs, produits actions...). Les actifs de Cardif sont en croissance de 17 %, dont 7 % d'effet performance.

Le nombre de clients de la Banque Directe a progressé de 25 % alors qu'elle avait sensiblement réduit sa démarche commerciale en attendant la mise en place de son nouvel outil informatique qui est intervenue en décembre dernier.

Les revenus de l'ensemble du pôle progressent de 25 % à 1 013 millions d'euros. Ils représentent 18 % du total. La progression est remarquable pour tous les métiers, à l'image de l'activité :

Gestion Institutionnelle et Privée	431 millions d'euros	+ 22 %
Assurance vie et Prévoyance	302 millions d'euros	+ 24 %
Épargne des particuliers	82 millions d'euros	+ 23 %
Banque Directe	5 millions d'euros	
Métier Titres	193 millions d'euros	+ 35 %

### Les charges générales

Les charges atteignent 818 millions d'euros, en progression de 21 % sur fin 1997, traduisant le coût du développement des métiers.

**Les provisions** s'établissent à 14 millions d'euros.

### Le résultat opérationnel

Le résultat du pôle, avant impôt et amortissement des survaleurs atteint 181 millions d'euros, soit une croissance de 50 % sur fin 1997.

Cette progression est concentrée sur la Gestion Institutionnelle et Privée (+ 29 % avec 79 millions d'euros) et Cardif (+ 27 % avec 90 millions d'euros).

Le Métier Titres a franchi le point mort avec 19 millions d'euros, et a donc parfaitement absorbé l'intégration de JP Morgan.

La Banque Directe affiche une perte de 25 millions d'euros, du fait des charges de développement et des investissements informatiques passés en charge.

## BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

### Exposition sur les pays en crise financière aiguë

en millions d'euros	Indonésie	Thaïlande	Malaisie	Corée	Philippines	Total 5 pays	Brésil	Russie
Corporates	303	261	213	367	71	1 214	212	25
Banques	13	30	15	463	3	524	12	–
Souverains	14	3	3	46	0	67	99	–
Total	330	293	231	876	74	1 805	324	25

Hors financement de négoce, part garantie Coface et nets des collatéraux cash.

Le montant total des risques asiatiques est au 31 décembre 1998 de 1 805 millions d'euros, soit une réduction de 22 % sur la base des chiffres communiqués fin décembre 1997.

Il convient de souligner à cet égard que la stratégie commerciale de Paribas mise en place depuis plusieurs années a consisté à sélectionner dans ces différents pays les meilleures signatures et à éviter les activités risquées telles que l'immobilier ou les "finance companies".

Au 31 décembre 1998, l'exposition sur la Russie s'établit à 25 millions d'euros, en forte diminution par rapport au 31 août 1998, date à laquelle elle s'élevait à 75 millions d'euros.

Ces montants excluent les expositions de financements de négoce car le montage juridique, la nature des garanties et l'expérience de Paribas sur ces produits lors des crises précédentes conduisent à les considérer comme faiblement risqués.

En outre, les montants sont nets des garanties Coface et des collatéraux cash.

### Provisionnement des risques pays

Le stock de provisions et de décotes (différence entre la valeur nominale et le prix de revient des créances) couvrant l'ensemble des risques pays s'établit à 706 millions d'euros.

Ce montant comprend :

- 486 millions d'euros en couverture de 27 % des encours sur les pays sensibles de la zone Asie (cf. tableau ci-dessus),
- 25 millions d'euros en couverture de la totalité des encours en risque sur la Russie,
- 195 millions d'euros en couverture des risques sur les autres pays.

Il est précisé que ces 706 millions d'euros comprennent 168 millions d'euros de provisions spécifiques sur les encours de la zone Asie, ces provisions étant déduites de l'actif.

### Les revenus

L'ensemble des revenus de la Banque de Financement et d'Investissement progresse de 11 % à 1 982 millions d'euros et représente 35 % du total des revenus du groupe.

Cette progression est variable selon les activités :

1- Les activités de corporate finance regroupent le primaire equity et les activités de conseil. La progression des recettes est très forte (+ 32 % avec 159 millions d'euros, Paribas 9<sup>e</sup> pour les International Equity Book-runners).

2- Les revenus des activités de marché progressent de façon plus modérée (+ 14 % à 1 026 millions d'euros). Toutefois, il faut souligner la très bonne performance de certaines activités, comme l'activité de dette obligataire gouvernementale, pour laquelle Paribas est 5<sup>e</sup> mondial pour les émissions obligataires sur la zone euro.

3- Les revenus du métier bancaire sont en progression de 6 % avec 797 millions d'euros de revenus. Les financements structurés représentent 75 % des recettes (71 % au 31 décembre 1997) et progressent de 16 % alors que les activités de banque généraliste sont en légère diminution (- 2 %), ce qui est conforme à l'évolution stratégique décidée par ce métier.

### Les dépenses

Les dépenses atteignent 1 553 millions d'euros, soit une progression de 21 % sur 1997. Cette croissance s'est nettement ralentie au second semestre (+ 9 %) en comparaison de la croissance constatée à l'issue du premier semestre (+ 34 %).

Cela résulte, entre autres, de l'achèvement des plans de développement et de la réduction du dispositif en Asie.

**Les provisions**

La charge du risque, en 1998, provient en quasi-totalité de l'exposition sur les pays émergents. En France et dans les autres pays, la conjoncture économique favorable a fait que les nouvelles provisions pour risques de crédit ont été compensées intégralement par les reprises de provisions.

**Le résultat opérationnel**

Le résultat du pôle, avant impôt et amortissement des survaleurs du pôle, atteint 42 millions d'euros, en forte diminution sur 1997 du fait de l'impact des crises sur les pays émergents et de leurs répercussions sur les marchés (spreads et volatilité).

Au total, avec 3,5 milliards d'euros de fonds propres alloués, la rentabilité avant impôt du pôle s'établit à 1 %.

**PARTICIPATIONS (PAI)**

Ce pôle réalise une très bonne performance, en dégageant 659 millions d'euros de résultat avant impôt, soit 35 % de rentabilité.

L'année 1998 met en évidence deux points forts :

1- Conformément aux orientations stratégiques qui avaient été données à ce pôle, les fonds employés sont encore en diminution. Cela apparaît dans la valeur comptable du portefeuille qui passe de 3,7 milliards d'euros à 3,4 milliards d'euros et dans les fonds propres alloués (1,9 milliard d'euros contre 2 milliards d'euros en 1997). La création de PAI LBO fund procède de la même idée puisque cela permet de démultiplier les moyens d'action du Groupe.

2- Il faut souligner la capacité de PAI de reconstituer le stock de plus-values latentes puisqu'il passe de 2,3 milliards d'euros fin 1997 à 3,1 milliards d'euros fin 1998 alors que sur la période, Paribas Affaires Industrielles a dégagé 597 millions d'euros de plus-values.

**Les revenus**

Les revenus dégagés par PAI au cours de l'exercice s'élèvent à 687 millions d'euros, contre 554 millions d'euros en 1997, soit 24 % de croissance. Ils représentent 12 % du total des revenus des activités.

Les plus-values réalisées au cours de l'exercice s'élèvent à 597 millions d'euros contre 427 millions d'euros en 1997, les plus significatives ayant été dégagées sur la cession de la participation de PAI dans Sema (185 mil-

lions d'euros), Poliet (134 millions d'euros), Royal Canin (95 millions d'euros) et Cipe France (40 millions d'euros). La contribution des sociétés mises en équivalence et des dividendes reçus s'élève à 125 millions d'euros contre 217 millions en 1997. La diminution provient essentiellement de la diminution de la participation dans Poliet et de la cession des Ciments Français. La contribution de Cobepa représente 102 millions d'euros, contre 140 millions d'euros en 1997. Le résultat de Cobepa en 1997 incluait en effet une opération exceptionnelle sur la holding Gevaert. En 1998, la contribution de Cobepa comprend principalement des plus-values de cession sur Aegon, Mobistar et Hapag Lloyd.

**Le résultat opérationnel** augmente de 25 % à 659 millions d'euros, faisant ainsi apparaître une rentabilité des fonds propres alloués de 35 %.

**IMMOBILIER ET AUTRES**

Le pôle Immobilier a dégagé en 1998 un résultat opérationnel de 63 millions d'euros. Les autres activités (portefeuille financier, immobilier propriétaire, dépenses exceptionnelles) dégagent un résultat avant impôt de 165 millions d'euros.

**3 ANALYSE DES RISQUES**

Le Département de la Gestion des Risques a connu une réorganisation importante en 1998, répondant à des objectifs d'indépendance vis-à-vis des Métiers, d'optimisation des ressources, de standardisation des méthodologies et d'efficacité tant du processus décisionnel que des procédures de contrôle.

Le Département regroupe aujourd'hui toutes les unités de Risques de Crédit précédemment logées dans les Métiers, l'unité chargée du suivi des Risques de Marchés et de Liquidité et une nouvelle unité chargée du suivi des Risques Opérationnels. Il comprend également des équipes fonctionnelles chargées notamment de l'établissement des politiques, de l'analyse quantitative des risques et du capital économique et de la consolidation des risques.

La structure repose sur des équipes décentralisées auprès des Métiers et dans les implantations, hautement spécialisées sur leurs domaines respectifs, mais rapportant globalement et uniformément à une hiérarchie commune et indépendante.

### 3.1 RISQUES DE MARCHÉS

Les risques de marchés résultent de l'incertitude à laquelle sont exposés les résultats futurs en raison des variations de valeur des portefeuilles d'instruments financiers. Ils sont la conséquence des activités de Paribas dans les marchés de taux, change et actions.

Paribas assure la mesure, le suivi et la gestion des risques de marchés à deux niveaux : par ses opérateurs, au sein des Métiers, et par une unité de gestion des risques indépendante au sein du Département des Risques, l'entité de Gestion des Risques de Marchés et de Liquidité. Celle-ci, outre sa responsabilité de suivi des positions et des limites de trading, assure la mise en place de procédures et d'outils globaux de mesure et de gestion des risques, ainsi que la validation des modèles d'évaluation.

#### Mesure du risque

L'estimation des pertes potentielles qui pourraient apparaître à la suite de changements défavorables des conditions de marché est un élément crucial de la gestion des risques. Paribas utilise un système interne de valeur en risque pour estimer ces pertes potentielles. L'unité de mesure utilisée est le montant de la perte probable ou "Gross Earnings at Risk" (GEaR). Cette mesure prend en compte de nombreuses variables qui sont susceptibles d'induire un changement de valeur des portefeuilles, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les prix de différents titres, et leurs volatilités ainsi que les corrélations entre ces variables.

Le système utilise les techniques de simulation les plus récentes et incorpore le traitement de positions non linéaires, ou convexes, ainsi que le risque de volatilité provenant des produits optionnels. Des mouvements quotidiens des différentes variables sont simulés pour estimer les pertes potentielles des activités de marché, dans le cadre d'une hypothèse de conditions normales de ces marchés et de leur liquidité.

L'information fournie par le GEaR est complétée par de nombreux scénarios de stress hypothétiques, ou dérivés de crises de marché passées.

#### Limites

Paribas utilise GEaR comme outil pour estimer les risques de marché de toutes ses activités. Le Comité des Risques, rassemblant les Métiers, le Département des Risques et des représentants du Directoire, fixe des limites GEaR pour chaque activité ainsi que pour la combinaison de toutes les activités. Le niveau de risque attribué à chaque activité dépend des objectifs généraux, de l'expérience des gestionnaires d'activités, des exigences liées au service des clients, de la liquidité des marchés et de leur volatilité.

Aux limites de risque GEaR viennent s'ajouter des limites complémentaires, afin de réduire d'autres risques propres à ce type d'activité tels que les risques de concentration, de liquidité, d'événements ou de changements brusques des volatilités et corrélations historiques. Il s'agit, entre autres, de limites nominales, de sensibilité et de concentration.

Le GEaR est produit quotidiennement pour chaque activité et pour toutes les activités globalisées et est passé en revue par l'équipe de Gestion des Risques de Marchés et de Liquidité, en regard des limites correspondantes.

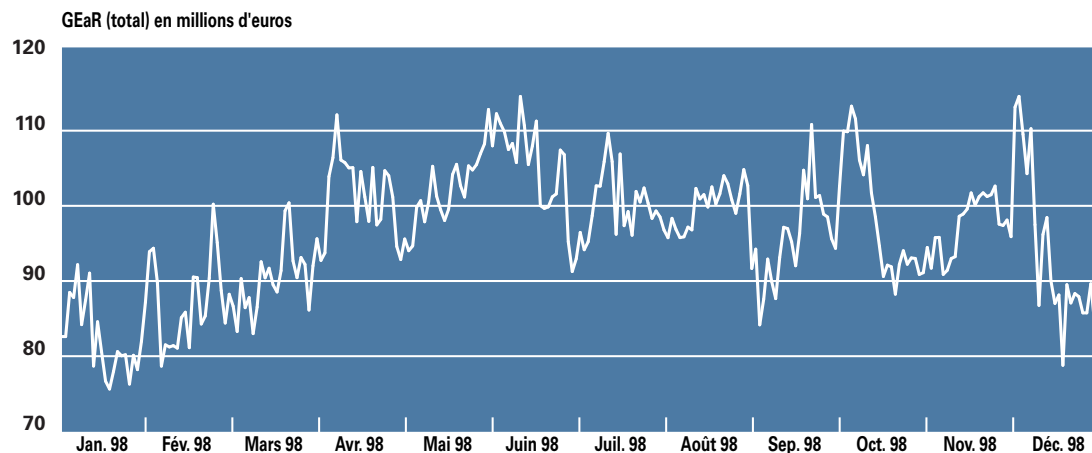
#### Valeur en risque au sein du Métier Activités de Marchés

Les valeurs en risque fournies ci-dessous ont été établies sur base du modèle GEaR avec un paramétrage conforme à la méthode du Comité de Bâle d'estimation des montants exposés au risque ("Amendement à l'accord sur les fonds propres pour son extension aux risques de marchés") et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- variation du portefeuille sur une période de détention de 10 jours de trading,
- intervalle de confiance de 99 %,
- données historiques considérées sur 260 jours de trading.

Un intervalle de confiance de 99 % signifie que, sur un horizon de 10 jours, les pertes éventuelles devraient être inférieures dans 99 % des cas aux valeurs de GEaR correspondantes.

**Valeur en risque (10 jours - 99 %) : évolution au cours de l'année 1998**



**Valeur en risque (10 jours - 99 %) : ventilation par facteur de risque**

en millions d'euros	Moyenne	Année 1998 Minimum	Maximum
Risque de taux	36	19	55
Actions	27	18	44
Marchés émergents	26	10	44
Change	7	2	16
Total*	96,2	*	*

\* Le GEaR minimum (maximum) pour chaque facteur de risque a été observé à des moments différents, il n'est donc pas pertinent d'additionner les montants présentés ci-dessus. Les valeurs minimum et maximum pour le total des facteurs de risque étaient de 76 millions d'euros et de 114 millions d'euros respectivement.

**Valeur en risque (10 jours - 99 %) : ventilation par principaux secteurs d'activité**

en millions d'euros	Moyenne	Année 1998 Minimum	Maximum
Obligations	16	7	29
Produits dérivés	57	34	91
Change	8	4	14
Actions	29	18	45
Swaps	24	14	44

À titre de comparaison, la valeur en risque moyenne totale pour l'année 1997 était de 94 millions d'euros (avec un minimum de 70 millions d'euros et un maximum de 114 millions d'euros).

Il est important de noter que le modèle GEaR, s'il intègre les compensations entre les activités, ne tient pas compte des corrélations entre quatre grandes catégories de sous-jacents : marchés de taux, de change, d'actions et marchés émergents. Il reste par conséquent relativement conservateur. Ceci est une des raisons pour lesquelles, malgré des conditions de marché particulièrement volatiles, le GEaR ramené à un jour n'a été dépassé qu'une seule fois au cours de l'année 1998.

### **Valeur en risque au sein de la Gestion Actif-Passif**

La Gestion Actif-Passif est organisée en centre de profit et travaille dans le cadre de limites fixées par le Comité de Gestion Actif-Passif. Ces limites, attribuées au niveau global et à chaque implantation localement, sont fixées en GEaR et en limites nominales.

Le Comité de Gestion Actif-Passif et Liquidité, qui rassemble les responsables opérationnels de l'activité et des représentants du Directoire et du Département des Risques, gère et contrôle la sensibilité du bilan de Paribas aux variations des taux d'intérêt et autres paramètres de marché. Il s'assure que le risque de pertes de revenus provenant de mouvements adverses des marchés reste dans des limites jugées acceptables par Paribas.

Pour les positions réévaluées au prix de marché ou soumises aux règles de provisions comptables, la valeur en risque moyenne était de 37 millions d'euros en 1998 (avec un minimum de 26 millions et un maximum de 54 millions d'euros).

### **3.2 RISQUES DE LIQUIDITÉ**

Les risques de liquidité gérés par Paribas sont de deux types. Il y a d'une part, l'éventuelle incapacité de financer le portefeuille d'actifs à des maturités et à des niveaux de taux appropriés et, d'autre part, le risque de ne pouvoir solder une position rapidement à un prix raisonnable.

En ce qui concerne le premier type de risque, le profil de liquidité est suivi quotidiennement et géré de façon conservatrice de manière à ce que, même dans des conditions défavorables, Paribas ait accès aux fonds nécessaires pour financer ses activités. La composition et l'origine des sources de financement sont examinées mensuellement au sein du Comité de Gestion Actif-Passif et Liquidité.

En ce qui concerne le second type de risque, la liquidité des positions d'actifs de trading est continuellement suivie par les opérateurs au sein des Métiers. De plus, l'entité de Gestion des Risques de Marchés et de Liquidité passe régulièrement en revue les inventaires des produits illiquides et détermine, le cas échéant, le montant d'ajustements de réévaluation à affecter à ceux-ci pour tenir compte d'un éventuel surcoût de liquidation.

Pour certains contrats dits "exotiques" et/ou dont les produits sous-jacents sont relativement illiquides, l'évaluation est faite à l'aide de modèles mathématiques complexes en prenant en compte, dès la conclusion de la transaction, les incertitudes liées à ces modèles ainsi qu'une estimation des coûts de retournement des positions et des coûts de couverture le cas échéant.

### **3.3 RISQUES DE CRÉDIT**

L'ensemble des risques de crédit est désormais sous la responsabilité de deux équipes distinctes et complémentaires, structurées selon une matrice produit-contrepartie :

- le Credit Risk Corporate Banking, chargé d'une part de la supervision des risques de crédit générés par le Métier Bancaire et d'autre part des risques pris sur la clientèle d'entreprise quel que soit le Métier d'origine ;

- le Credit Risk Financial Markets, chargé de la supervision des risques de contrepartie ou de crédit générés par tous les Métiers autres que le Métier Bancaire, ainsi que l'ensemble des risques pris par Paribas sur la clientèle d'institutions financières.

Ces deux divisions sont représentées selon les besoins soit séparément, soit par une équipe commune dans toutes les implantations majeures de la Banque (New York, Londres, Paris, Hong Kong, Singapour, Tokyo, Francfort, Milan, Madrid, Genève, Luxembourg, Athènes, Dubaï), ainsi que dans les principales implantations domestiques.

Cette nouvelle organisation permet d'uniformiser les méthodes de mesure des risques, leur suivi et leur consolidation. Le Comité de Crédit de la Banque ("CCB"), co-présidé par un membre du Directoire et le directeur de la Gestion des Risques (ou son délégué), doit approuver :

1. tous les risques dépassant 100 millions d'USD sur un groupe client,
2. les enveloppes de risques pays.

**Risques de contrepartie sur produits dérivés**

Les risques de contrepartie sur opérations dérivées sont mesurés sur une base de Value at Risk grâce à un outil informatique développé en interne au cours des dernières années (“CRM”) et conçu pour calculer les expositions maximum potentielles sur un profil dans le temps.

À fin 1998, les encours (en valeurs liquidatives) de risques de contrepartie sur opérations dérivées du Métier Fixed Income (swaps, change, options, dérivées sur actions) s’élèvent à 12 281 millions d’euros, avant prise en compte de la valeur du collatéral reçu. Net de collatéral, ce montant est de 10 235 millions d’euros.

**Risques de contrepartie par secteur d’activité**

en millions d’euros	(a) Valeur liquidative	(b) Collatéral	(a-b) Valeur liquidative nette	(c) Complément équivalent crédit réglementaire	(d) Équivalent risques pondérés
Sociétés industrielles et commerciales	1 586	36	1 550	1 813	1 905
Institutions financières	9 374	2 010	7 364	11 354	3 744
Souverain	1 321	0	1 321	358	0
<b>Total</b>	<b>12 281</b>	<b>2 045</b>	<b>10 235</b>	<b>13 525</b>	<b>5 649</b>

**Risques de contrepartie par niveau de notation externe (Moody’s ou Standard & Poor’s)**

en millions d’euros	(a) Valeur liquidative	(b) Collatéral	(a-b) Valeur liquidative nette	(c) Complément équivalent crédit réglementaire	(d) Équivalent risques pondérés
AAA	1 511	88	1 423	1 195	729
AA	3 740	560	3 181	4 831	1 345
A	2 399	475	1 924	2 433	936
NR	4 631	924	3 707	5 066	2 638
<b>Total</b>	<b>12 281</b>	<b>2 045</b>	<b>10 235</b>	<b>13 525</b>	<b>5 649</b>

**Risques de contrepartie par géographie**

en millions d’euros	(a) Valeur liquidative	(b) Collatéral	(a-b) Valeur liquidative nette	(c) Complément équivalent crédit réglementaire	(d) Équivalent risques pondérés
France	2 428	285	2 143	2 383	1 171
Europe hors France	5 586	251	5 334	5 234	2 198
Japon	518	0	518	1 004	355
États-Unis	2 171	983	1 188	3 892	1 242
Reste du monde	1 579	526	1 053	1 012	683
<b>Total</b>	<b>12 281</b>	<b>2 045</b>	<b>10 235</b>	<b>13 525</b>	<b>5 649</b>

Les notions “Complément équivalent crédit réglementaire” (en colonne c) et “Équivalent risques pondérés” (en colonne d) sont définies ci-dessous :

- complément équivalent crédit réglementaire : “montant estimatif représentant la modification potentielle de la valeur liquidative jusqu’à l’échéance du contrat” ;

- Équivalent risques pondérés : “somme de la valeur liquidative nette et du complément équivalent crédit réglementaire multipliée par un coefficient de pondération en fonction de la nature de la contrepartie”.

### 3.4 RISQUES OPÉRATIONNELS

Les risques opérationnels se définissent, dans leur acception la plus large, comme les risques financiers, directs ou indirects, pouvant résulter de défaillances de natures très différentes :

- risques liés à des dysfonctionnements des processus de traitement des opérations bancaires ;
- risques liés à la non-maîtrise de l'environnement de la banque (environnement contractuel, juridique, fiscal, réglementaire...) ;
- risques liés à l'inadéquation des ressources nécessaires à l'exploitation (ressources humaines, systèmes d'information...) ;
- risques liés à la protection physique des actifs de la banque et pouvant obérer la capacité de celle-ci à poursuivre son activité dans des conditions normales d'exploitation.

À la différence des risques de crédit ou de marché, plus facilement circonscrits dans l'organisation de la Banque et dans l'établissement des responsabilités, les risques opérationnels exigent, pour une meilleure évaluation et maîtrise, un important effort de coordination entre toutes les entités concernées de la Banque, opérationnelles et fonctionnelles, agissant en vue de la maîtrise de ces risques.

À ce titre, la Gestion des Risques a procédé, en 1998, au renforcement de son département Risque Opérationnel, dont les missions sont l'amélioration de la connaissance, de la mesure et de la prévention des risques opérationnels au travers d'actions de :

- définition d'une méthodologie commune d'évaluation de l'exposition des différentes entités de Paribas aux risques opérationnels ;
- contribution aux actions transversales engagées au niveau du groupe (en matière de procédures, en matière d'analyse des risques attachés aux nouveaux produits et aux nouvelles activités de Paribas) ;
- coordination des efforts engagés par les différentes entités de Paribas pour une meilleure maîtrise des risques opérationnels.

### 3.5 AUTRES RISQUES SPÉCIFIQUES

#### Institutions à fort effet de levier (IFEL)

La participation en capital dans les IFEL est de 86 millions d'euros, elle résulte de la recapitalisation de LTCM de septembre 1998. L'exposition actuelle au risque de contrepartie sur les IFEL, autre que sur la participation

en capital, est intégralement couverte par des garanties (nantissement espèces, bons du Trésor,...)

Le risque potentiel mesuré selon les méthodes et paramètres de marché des modèles internes s'élevait à 218 millions d'euros au 3 février 1999, risque potentiel qui a vocation à être couvert par les garanties mentionnées ci-dessus.

#### An 2000

Le projet An 2000 a été lancé en 1996. La coordination An 2000, mise en place en 1997, couvre tout le périmètre de Paribas. Compte tenu de la fusion intervenue en 1998 entre la Compagnie Bancaire et Paribas, le projet est scindé en deux parties :

- dans le pôle Banque de Financement et d'Investissement, Participations et concernant le Métier Titres, trois sous-projets sont menés parallèlement. Il s'agit tout d'abord de la mise en conformité An 2000 des programmes et plates-formes informatiques, des systèmes de télécommunications et des infrastructures immobilières jugés essentiels. Elle s'effectue selon un planning détaillé et centralisé dont l'essentiel doit être achevé pour la fin du premier trimestre 1999. Elle porte également sur les équipements jugés non essentiels. Des tests d'intégration, des tests organisés dans les différentes places financières où Paribas opère, des tests mondiaux portant sur les paiements et des tests clients seront réalisés au cours du premier semestre 1999. Il s'agit ensuite de mettre en place des plans de secours An 2000, partout où nous opérons, pour pallier d'éventuelles défaillances internes et externes et assurer la continuité du service. Le troisième sous-projet est destiné à mesurer l'état de préparation au passage à l'An 2000 des sociétés clientes, des contreparties financières et des sociétés dans lesquelles Paribas a investi. Une première analyse sera réalisée pour le 31 mars 1999 et sera bien évidemment poursuivie tout au long de l'année 1999 ;
- dans les autres pôles, chaque société a un programme An 2000 spécifique et un responsable de projet. Les équipements non-informatiques sont gérés de façon centralisée. Chaque projet couvre également les filiales françaises et étrangères ainsi que les partenariats. La mise en conformité An 2000 sera achevée, selon les sociétés, au deuxième ou au troisième trimestre 1999.

Il est prévu de dépenser au total 110 millions d'euros pour le projet An 2000, qui mobilise en 1999 l'équivalent de 400 personnes. Environ 50 % de ce budget sera utilisé sur l'année 1999.

### 3.6 CONTRÔLE DES RISQUES A POSTERIORI

Paribas s'est doté depuis plusieurs années d'un dispositif de contrôle indépendant et *a posteriori* des risques, dont la responsabilité a été confiée au Contrôle Général. Afin d'assurer son indépendance, le Contrôleur Général est rattaché directement au Directoire et rend compte régulièrement de son action au Conseil de Surveillance ainsi qu'au Comité des Comptes et du Contrôle.

Dans le cadre de sa mission, le Contrôle Général s'assure de façon régulière que les processus de prise de risques, de mesure et de suivi de ceux-ci, tels que décrits dans les paragraphes précédents, sont d'une part conformes aux

dispositions du règlement CRBF 97-02 et d'autre part fonctionnent de manière effective. Une attention particulière est également portée sur la pertinence et la qualité de l'information destinée à la Direction Générale et relative à l'exposition de Paribas aux différentes natures de risques.

En outre, les équipes du Contrôle Général établissent un plan de mission sur une durée de l'ordre de 3 ans permettant une revue approfondie de l'ensemble des domaines porteurs de risques (opérationnels, de crédit, de liquidité et de marché).

## 4 RATIOS RÉGLEMENTAIRES

(Éléments non soumis à la certification des Commissaires aux Comptes)

### Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité requièrent le maintien d'un niveau de fonds propres permettant de faire face tant aux risques de contrepartie qu'aux risques de marché (risque de taux, risque de change, risque sur actions et sur matières premières).

Le ratio de solvabilité établi selon la réglementation européenne (ou ratio d'adéquation des fonds propres) s'analyse de la façon suivante :

en milliards d'euros	31.12.1997	31.12.1998	1998/1997
Fonds propres Tier One	7,8	8,4	+ 8 %
Autres fonds propres	0,9	1,8	+ 98 %
Total fonds propres	8,7	10,2	+ 17 %
Encours pondérés	97,5	92,5	- 5 %
Ratio de solvabilité global	8,9 %	11,0 %	
Ratio Tier One	8,0 %	9,1 %	

Les fonds propres Tier One s'élèvent à 8,4 milliards d'euros, en augmentation de 8 % sur fin 1997. Les autres fonds propres tiennent compte des émissions de titres subordonnés réalisées en juillet 1998 de 400 millions de dollars US et de 600 millions d'euros).

Les encours pondérés diminuent de 5 % à 92,5 milliards d'euros. Cette diminution correspond en grande partie à la prise en compte du modèle interne de valorisation des risques de marché, désormais agréé par la Commission Bancaire. Ces encours se décomposent en 78,1 milliards d'euros de risque de contrepartie sur le bilan et le hors-bilan classique, 5,6 milliards d'euros de risque de contrepartie sur les produits dérivés, et 8,8 milliards d'euros de risques de marché. La multiplication des encours pondérés de 92,5 milliards d'euros par le coefficient de 8 représente le montant d'exigence de fonds propres, soit 7,4 milliards d'euros couverts à hauteur de 139 % par les fonds propres indiqués ci-dessus.

Le ratio international de solvabilité, établi selon les règles du Comité de Bâle et qui, depuis 1998, comprend également les risques de marché, ressort à 10,2 % dont 9,1 % pour les fonds propres Tier One.

### Ratio de contrôle des grands risques

Il est calculé chaque trimestre.

Paribas le respecte en permanence :

- le montant total des risques encourus sur un même bénéficiaire n'excède pas 40 % des fonds propres de Paribas ;
- le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques dépassent pour chacun d'eux 15 % des fonds propres nets consolidés n'excède pas l'octuple de ces fonds propres consolidés.

### Ratio de liquidité et ratio prudentiel

Le coefficient réglementaire de liquidité est de 130 % à fin 1998, respectant ainsi le minimum réglementaire de 100 %.

Le coefficient de fonds propres et de ressources permanentes qui mesure la couverture des emplois à plus de 5 ans par des ressources de durée résiduelle supérieure à 5 ans est de 80 % à fin 1998 pour un minimum réglementaire de 60 %.

## 5 INCIDENCE DU RAPPROCHEMENT DE PARIBAS ET DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SUR LES COMPTES DE PARIBAS

Comme expliqué dans la note 1 des comptes consolidés, les comptes présentés n'incluent pas la charge pour coûts de restructuration et d'intégration consécutifs à l'opération de rapprochement entre Paribas et la Société Générale. Ces coûts correspondent notamment aux coûts d'adaptation des systèmes informatiques, aux coûts de réaménagement de l'immobilier d'exploitation, aux coûts d'adaptation des effectifs et aux coûts fiscaux induits par l'opération ; ils ont été estimés pour la part de Paribas, à un montant de 400 millions d'euros nets d'effet fiscal. L'inscription de cette charge dans les comptes de 1998 dépend de l'issue favorable de l'offre publique d'échange et en particulier de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Générale, le 1<sup>er</sup> avril 1999, de l'augmentation de capital rémunérant les actions Paribas apportées. Le tableau ci-après présente l'impact sur les chiffres-clefs de 1998 de la prise en compte de ces coûts de restructuration.

	Après prise en compte des coûts de restructuration	Avant prise en compte des coûts de restructuration
<b>Résultats et rentabilité</b>		
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	602	1 002
Résultat net par action (en euros)	3,92	6,52
Rendement des fonds propres (en %)	7,2	11,7
<b>Fonds propres</b>		
Part du Groupe après résultat (en millions d'euros)	8 551	8 951
<b>Ratios de solvabilité</b>		
Risques de contrepartie et de marché pondérés (en milliards d'euros)	92,5	92,5
Ratio européen de solvabilité (en %)	10,6	11,0
dont ratio Tier One (en %)	8,7	9,1
Ratio international de solvabilité (en %)	9,7	10,2
dont ratio Tier One (en %)	8,7	9,1

## 6 VALEUR ESTIMATIVE DES PORTEFEUILLES DE PARTICIPATIONS

Les éléments ci-après concernent l'ensemble des participations du Groupe. Ces éléments n'ont pas été soumis à la certification des Commissaires aux Comptes.

Le terme "participations du Groupe" désigne les participations au capital des sociétés non consolidées – qu'il s'agisse de titres de participation ou de titres de placement – et au capital des sociétés consolidées par mise en équivalence, détenues par les sociétés du Groupe intégrées globalement.

Les plus-values latentes sur participations hors effet d'impôt comprennent :

- les plus-values latentes sur les titres non consolidés ou les sociétés mises en équivalence cotés, estimés au cours de Bourse,

- les plus-values latentes résultant d'estimations internes portant sur les titres ou sociétés mises en équivalence non cotés. Ces titres non cotés sont évalués à leur prix de revient lorsqu'il s'agit d'acquisitions récentes. Dans les autres cas, les évaluations sont faites par référence à des valeurs boursières de sociétés du même secteur d'activité ou à des prix retenus lors de transactions récentes.

La valeur estimative du portefeuille de participations de Paribas Affaires Industrielles s'établit, en part mère, à 6,5 milliards d'euros en 1998, en hausse de 8 % par rapport à 1997. Cette augmentation s'explique principalement par la forte hausse des plus-values latentes qui s'élèvent à 3,1 milliards d'euros au 31 décembre 1998

contre 2,3 milliards d'euros au 31 décembre 1997. Les cessions réalisées en 1998 ont été effectuées à des prix supérieurs aux valeurs estimatives de 1997. Malgré le volume important des cessions réalisées en 1998, le stock de plus-values latentes a poursuivi sa progression.

La valeur estimative du portefeuille financier se monte, en part mère, à 3,1 milliards d'euros avec des plus-values latentes en progression à 0,9 milliard d'euros en 1998 contre 0,4 milliard d'euros en 1997.

En part globale, la valeur estimative du portefeuille financier se monte à 3,2 milliards d'euros, celle de Paribas Affaires Industrielles à 7,9 milliards d'euros.

#### Portefeuille titres (en part mère)

en milliards d'euros	Plus-values latentes 31.12.97	Plus-values latentes 31.12.98	Valeur estimée au 31.12.98
Paribas Affaires Industrielles	2,3	3,1	6,5
Portefeuille financier et divers	0,4	0,9	3,1
<b>Total</b>	<b>2,7</b>	<b>4,0</b>	<b>9,6</b>

Au total, la valeur estimative globale des portefeuilles de participations s'établit à 9,6 milliards d'euros en part mère et comprend 4,0 milliards d'euros de plus-values latentes.

## 7 DONNÉES BOURSIÈRES

Le dividende net qui sera distribué en 1999 au titre de l'exercice 1998 est de 2,5 euros par action.

Il est de 3,75 euros si l'on inclut l'avoir fiscal.

## 8 FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter défavorablement et substantiellement la situation financière, l'activité ou les résultats de l'ensemble formé par la société et ses filiales.

## 9 ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES

L'année 1998 a été marquée par un processus profond de réorganisation du groupe concrétisée par les opérations de fusion consécutives aux offres publiques d'échange sur la Compagnie Bancaire et le Cetelem.

Le 1<sup>er</sup> février 1999, Paribas et la Société Générale ont annoncé leur volonté commune d'unir leurs forces, pour créer SG Paribas.

Cette union prend la forme d'une offre publique d'échange de la Société Générale sur Paribas\*, ouverte le 12 février 1999. Cette opération a été approuvée par le Conseil de Surveillance de Paribas le 31 janvier 1999.

Le succès de cette opération, réalisée par offre publique d'échange de la Société Générale sur Paribas, est conditionné par l'apport d'au moins 50,01 % du capital de Paribas. En cas de succès de l'OPE, les titres de la nouvelle banque seront cotés sous le nom de SG Paribas.

SG Paribas, avec des objectifs ambitieux (plus de 15 % de rentabilité nette des fonds propres en 2001), serait un groupe créateur de valeur pour l'actionnaire.

\* Cette offre n'a pas été faite aux États-Unis d'Amérique, au Japon, au Canada, en Australie, ni aux personnes se trouvant dans ces pays. Les actions Société Générale n'ont pas été enregistrées conformément à l'US Securities Article 1933 et ne pourront donc être vendues ou échangées aux États-Unis sauf enregistrement ou exemption.

## LES PRINCIPALES PARTICIPATIONS DE PARIBAS AFFAIRES INDUSTRIELLES

	Pays	Pourcentage du capital détenu	Société consolidée	Nombre de titres possédés	Résultat net part du Groupe en millions d'euros	Date de clôture	Dividende net par action en euros
<b>Aéronautique</b>							
Hurel-Dubois	France	51,27	*	423 835	8	12/98	2,29
<b>Agro-alimentaire</b>							
Doux	France	20,20		11 090	20	12/97	0,00
GNA	France	64,02	*	1 623 296	11	12/97	1,37
LDC	France	5,10		185 475	25	02/98	1,68
Mestrezat et Domaines	France	86,51	*	2 489 978	4	12/97	3,41
Navidul	Espagne	10,50		69 126	8	12/97	0,00
Sagal	France	99,99	*	3 862 939	49	12/97	1,37
Seda	Espagne	85,23		1 708 596	3	12/97	nd
Saupiquet	France	37,09	*	442 900	- 10	12/98	1,52
<b>Automobile</b>							
D'leteren (Cobepa)	Belgique	7,69		425 000	107	12/97	1,49
MGI Coutier	France	19,75		528 128	11	12/98	1,07
Montupet	France	10,60		976 770	14	12/97	2,29
Key Plastics	USA	25,00		nd	nd		0,00
<b>Bâtiment et travaux publics</b>							
Financière SAE-Fougerolle	France	49,82	*	3 193 152	- 7	12/97	0,00
<b>Matériaux de construction</b>							
Collins & Aikman	USA	39,22		2 000 000	2	12/97	nd
Concorde	Italie	15,00		12 000 000	9	12/97	0,01
Poliet	France	16,90		4 692 119	142	12/98	1,52
<b>Constructions mécaniques</b>							
Fichet Bauche	France	95,88	*	5 311 712	2	12/98	0,00
Fives Lille	France	29,29	*	794 866	12	12/98	1,07
<b>Télécommunications</b>							
Bouygues Télécom	France	3,00		810 000	- 190	12/97	0,00
Mobistar (Cobepa)	Belgique	10,28		6 374 313	- 107	12/97	0,00
Equant (Via Santa Helena)	Pays-Bas	0,99		1 958 240	nd		0,00
Bayantel	Philippines	1,83		19 564 825	- 22	12/97	0,00
Netia	Pologne	3,74		373 943	- 15	12/97	0,00
<b>Tourisme - Restauration - Transport</b>							
Elior (ex-Bercy Management)	France	6,90		8 299	nd		0,00
Far Eastern Air Transport	Taiwan	4,15		24 470 658	15	12/97	0,26
Sogeres	France	40,00		46 000	4	12/97	13,11
Via-GTI	France	70,64	*	2 367 529	18	12/98	0,00
<b>Emballage</b>							
Bormioli Rocco	Italie	11,90		11 900 001	6	12/97	nd
La Rochette	France	25,89	*	6 590 894	8	12/98	0,00
Pochet	France	34,20	*	1 332 858	20	12/97	1,52
<b>Distribution</b>							
GIB (Cobepa)	Belgique	19,37		6 600 687	72	12/98	1,12
President Chain Store	Taiwan	1,87		8 194 566	31	12/97	0,06

	Pays	Pourcentage du capital détenu	Société consolidée	Nombre de titres possédés	Résultat net part du groupe en millions d'euros	Date de clôture	Dividende net par action en euros
<b>Matériel électrique</b>							
Carbone Lorraine	France	21,79	*	2 348 760	46	12/98	0,76
Chatham	USA	12,00		80 000	nd		nd
Sait-Radio Holland (Cobepa)	Belgique	65,50	*	1 400 742	1	12/97	0,30
Schneider	France	2,86		4 365 284	409	12/98	0,99
<b>Pétrole - Mines - Énergie</b>							
Cofathec	France	19,35		924 115	2	12/97	1,22
Coparex International	France	95,31	*	1 548 750	- 30	12/98	2,29
Total	France	0,51		1 226 329	1 052	12/98	1,98
Central China Power	Chine	9,73		15 300 000	nd		0,00
<b>Chimie - Pharmacie - Santé</b>							
CEPA	Espagne	58,20		278 160	2	12/97	0,00
Jouan	France	27,81		66 325	3	12/97	3,05
Mayroy (Beaufour-IPSEN)	France	4,60		106 400	60	12/97	nd
Intercos	Italie	15,00		1 538 550	5	12/97	0,00
Stauber	USA	80,74		807 373	2	12/98	nd
<b>Services</b>							
Atos (ex-Axime)	France	12,87		1 365 191	47	06/98	4,45
Prokom	Pologne	3,94		500 000	24	12/98	0,08
Sema Group	Grande-Bretagne	14,11		64 989 692	97	12/98	0,08
Sogeparc	France	2,05		145 009	20	06/98	2,33
Staff Leasing (Common + Warrants)	USA	4,96		1 174 544	20	12/98	8,61
TLC	USA	59,45		1 186 789	0	12/97	nd
Swets et Zeitlinger (Cobepa)	Belgique	15,76		699 916	17	12/97	1,93
<b>Textile</b>							
Dewavrin	France	6,93		8 257	20	12/97	30,49
UcoTextile (Cobepa)	Belgique	57,76	*	44 344	10	12/97	5,95
<b>Communication</b>							
Audiofina	Luxembourg	8,88		5 573 494	76	12/97	0,55
Sté Rochefortaise Communication	France	13,09		407 276	5	12/97	0,73
UGC SA	France	15,07		5 892 678	4	12/97	0,04
UBC	Thaïlande	3,77		27 895 850	- 26	12/97	0,00
Somarel	France	3,71		114 857	35	12/97	0,80
<b>Assurances</b>							
Financière de l'Erdre	France	18,65		80 094	18	12/97	21,34
Groupe Josi (Cobepa)	Belgique	23,61	*	21 490	4	12/97	nd
Winterthur Europe (Cobepa)	Belgique	4,82		89 458	36	12/97	12,39
<b>Sociétés de portefeuille</b>							
ACP/CDC	USA	16,13		1 000	nd		0,00
Asphales (Cobepa)	Belgique	6,87		41 350	40	12/97	20,45
Frémont Partners	USA	5,21		8 633 619	nd		nd
Indeck North American Power Partners	USA	21,00		2 000	4	12/97	7,74
Merone (Groupe GAN)	France	42,97		2 634	9	12/97	0,00
Pargesa Holding (Cobepa)	Suisse	14,73	*	241 270	457	12/97	45,33
Power Corp. (Cobepa)	Canada	2,24		4 910 000	190	12/97	0,55
Aegon (Cobepa)	Belgique	2,42		14 065 366	1 062	12/97	0,84

# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

en millions d'euros	Notes	1998	1997	1996
Intérêts et produits assimilés	5	11 174	10 363	10 630
Intérêts et charges assimilées	6	- 9 970	- 9 247	- 9 497
Commissions nettes	7	888	765	550
Produits nets sur opérations financières et diverses	8	1 680	1 514	1 315
Produits des opérations d'assurance	10	365	231	204
Autres revenus nets		254	218	172
Cessions d'immeubles et de titres de participation	11	748	684	859
Dotations et reprises de provisions sur titres de participation et immeubles		- 27	- 189	- 232
Part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	12	554	423	209
<b>Produit global d'exploitation</b>		<b>5 666</b>	<b>4 762</b>	<b>4 210</b>
Charges générales d'exploitation	13	- 3 409	- 2 838	- 2 433
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		- 165	- 161	- 136
Amortissement des écarts d'acquisition	14	- 89	- 48	- 76
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>2 003</b>	<b>1 715</b>	<b>1 565</b>
Excédent des dotations sur les reprises de provisions d'exploitation	15	- 561	- 596	- 726
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>1 442</b>	<b>1 119</b>	<b>839</b>
Impôt sur les sociétés	16	- 301	- 6	- 275
<b>Résultat net global</b>		<b>1 141</b>	<b>1 113</b>	<b>564</b>
Intérêts minoritaires		- 143	- 319	- 93
<b>Résultat net part du groupe hors activités cédées</b>		<b>998</b>	<b>794</b>	<b>471</b>
Résultat net d'impôt et de minoritaires sur activités cédées	4	- 4	87	108
Plus-values de cession nettes d'impôt sur activités cédées	4	8	129	152
Intérêts minoritaires sur plus-values sur activités cédées	4	0	- 8	- 68
<b>Résultat net part du groupe des activités cédées</b>		<b>4</b>	<b>208</b>	<b>192</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>1 002</b>	<b>1 002</b>	<b>663</b>
<b>Résultat net par action (en euros)*</b>		<b>6,52</b>	<b>9,05</b>	<b>6,06</b>

En cas de réalisation de l'offre publique d'échange proposée par la Société Générale sur les actions Paribas, les écritures relatives à la provision pour coûts de restructuration et d'intégration modifieront le compte de résultat de l'exercice 1998 de la façon suivante :

Provision pour coûts de restructuration et d'intégration, nette d'impôt (note 1)	- 400
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>602</b>
<b>Résultat net par action (en euros)*</b>	<b>3,92</b>

\* Nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice

**153 795 045**    110 670 396    109 512 409

# BILAN

## CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE

en millions d'euros	Notes	1998	1997	1996
<b>Actif</b>				
Opérations de trésorerie et interbancaires	17	15 270	19 084	21 400
Opérations avec la clientèle	18	49 784	49 099	47 323
Opérations de crédit-bail	19	5 296	4 985	5 009
Placements des compagnies d'assurance	20	16 018	13 745	11 788
Titres reçus en pension livrée	22	71 688	50 707	43 968
Titres de transaction	23	65 451	44 417	43 611
Titres de placement	24	9 480	11 650	9 913
Titres d'investissement	25	3 237	3 565	3 957
Autres comptes d'opérations sur titres	27	2 108	2 488	2 223
Titres de participation	28	3 079	2 993	2 785
Part dans l'actif net des sociétés mises en équivalence	29	2 967	3 875	4 179
Part dans l'actif net des activités cédées	4	174	181	934
Immobilisations	30	2 816	2 999	3 057
Écarts d'acquisition	31	1 267	1 261	359
Comptes de régularisation et divers	32	16 480	12 778	8 901
<b>Total de l'actif</b>		<b>265 115</b>	<b>223 827</b>	<b>209 407</b>

en millions d'euros	Notes	1998	1997	1996
<b>Passif</b>				
Opérations de trésorerie et interbancaires	33	39 794	47 580	50 181
Opérations avec la clientèle	34	21 757	19 820	16 258
Provisions techniques des compagnies d'assurance	35	15 881	13 320	10 990
Titres donnés en pension livrée	36	78 008	54 978	51 802
Titres de transaction	37	53 828	33 573	29 759
Emprunts obligataires et autres dettes représentées par un titre	38	24 101	27 012	26 686
Autres comptes d'opérations sur titres	39	3 063	4 339	2 957
Comptes de régularisation, provisions et divers	40	15 496	12 094	10 162
Dettes subordonnées	41	3 036	1 685	1 555
Fonds propres consolidés		9 006	8 097	8 233
• Part du groupe		7 949	7 179	5 485
• Part des minoritaires		1 057	918	2 748
Résultat consolidé		1 145	1 329	824
• Part du groupe		1 002	1 002	663
• Part des minoritaires		143	327	161
<b>Total du passif</b>		<b>265 115</b>	<b>223 827</b>	<b>209 407</b>

En cas de réalisation de l'offre publique d'échange proposée par la Société Générale sur les actions Paribas, les écritures relatives à la provision pour coûts de restructuration et d'intégration, nette d'impôt, réduiront le résultat net part du groupe de 400 millions d'euros et augmenteront d'autant le poste comptes de régularisation, provisions et divers (voir note 1).

# VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

en millions d'euros	Fonds propres du Groupe				Part des intérêts minoritaires	Total
	Capital émis	Primes réserves et bénéfices non distribués	Actions d'auto-contrôle	Total		
Solde au 31 décembre 1996	946	5 284	- 745	5 485	2 748 (2)	8 233
Résultat net 1996		663		663	160	823
Distribution au titre de 1996 (1)		- 217		- 217	- 119	- 336
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1997	946	5 730	- 745	5 931	2 789	8 720
Augmentation de capital de Paribas :						
• Levée d'options de souscription	8	46		54		54
• Conversion d'obligations en actions	2	14		16		16
• Offre publique d'échange sur la Compagnie Bancaire, le Cetelem et les titres CIP de la Banque Paribas :						
- Augmentation de capital	309	2 284		2 593	- 1 912	681
- Imputation de la survaleur sur les capitaux propres (3)		- 1 499		- 1 499		- 1 499
• Achats et ventes d'actions d'autocontrôle		11	9	20		20
Différence de conversion		64		64	1	65
Variations de structure					40	40
Solde au 31 décembre 1997	1 265	6 650	- 736	7 179	918	8 097
Résultat net 1997		1 002		1 002	327	1 329
Distribution au titre de 1997 (1)		- 325		- 325	- 57	- 382
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1998	1 265	7 327	- 736	7 856	1 188	9 044
Augmentation de capital de Paribas :						
• Levée d'options de souscription	19	52	3	74		74
• Conversion d'obligations en actions	8	29		37		37
• Plan d'actionnariat Paribas monde	16	29		45		45
• Émission d'actions pour absorption des minoritaires de banque Paribas, Compagnie Bancaire et Compagnie de Navigation Mixte	25	27		52	- 52	
• Annulation de titres Paribas détenus par Klécinq, Kléber et CNM Finance	- 133	- 292	425			
• Achat de titres Paribas			- 113	- 113		- 113
• Multiplication du nominal par 2	1 265	- 1 265				
• Reprise de provision pour pertes à caractère durable des sociétés d'assurance (4)		4		4		4
Différence de conversion		- 6		- 6	- 8	- 14
Variations de structure					- 71	- 71
Solde au 31 décembre 1998	2 465	5 905	- 421	7 949	1 057	9 006

(1) Après élimination des dividendes versés aux actions d'autocontrôle.

(2) Après exclusion des minoritaires dans les activités cédées pour 238 millions.

(3) En l'absence d'imputation sur les capitaux propres, l'amortissement de cette survaleur aurait été calculé sur 20 ans à partir de 1998.

(4) La reprise par les capitaux propres de la provision constituée au 1<sup>er</sup> janvier 1995 résulte de l'avis du CNC n° 96.01 du 8 mars 1996.

## 1 RAPPROCHEMENT DE PARIBAS ET DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Le 1<sup>er</sup> février 1999, Paribas et la Société Générale ont annoncé leur intention de procéder au rapprochement de leurs deux groupes. L'opération d'offre publique d'échange de la Société Générale sur les titres Paribas a été lancée le 12 février 1999.

Les coûts de restructuration et d'intégration consécutifs à cette opération ont été estimés, pour la part de Paribas, à 500 millions d'euros, soit un montant net de 400 millions d'euros après déduction d'un effet fiscal de 100 millions d'euros. Cette charge correspond notamment aux coûts d'adaptation des systèmes informatiques, aux coûts de réaménagement de l'immobilier d'exploitation, aux coûts d'adaptation des effectifs et aux coûts fiscaux induits par l'opération.

Les comptes présentés n'incluent pas cette charge, soit 400 millions d'euros après effet fiscal, car son inscription dans les comptes de 1998 dépend de l'issue favorable de l'offre publique d'échange et, en particulier, de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire de la Société Générale, le 1<sup>er</sup> avril 1999, de l'augmentation de capital rémunérant les actions Paribas apportées. Dès lors que ces conditions seront réunies, et conformément à la décision du Directoire, les comptes consolidés seront modifiés pour inclure cette provision.

## 2 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Paribas établit ses comptes consolidés en intégrant globalement aussi bien les sociétés bancaires que les sociétés d'assurance afin de donner une représentation complète de l'ensemble des activités du Groupe. Cette présentation a été retenue à compter de 1997, à la suite de la prise de contrôle totale de la Compagnie Bancaire et de ses filiales. Les comptes consolidés de l'exercice 1996 présentés en comparaison ont été retraités en conséquence.

Cette présentation est dérogatoire aux règles de consolidation spécifiques aux établissements de crédit en matière de périmètre, qui imposent la mise en équivalence des sociétés d'assurance et des sociétés à caractère non financier.

Hormis cette différence de méthode de consolidation, les comptes consolidés de Paribas, qui a le statut d'établissement de crédit, sont établis conformément aux dispositions du règlement du 27 novembre 1985 modifié

par le règlement 91.02 du 16 janvier 1991 du Comité de Réglementation Bancaire, applicable aux comptes consolidés des établissements de crédit. Les particularités de présentation, autres que celles qui découlent de l'intégration des sociétés d'assurance, sont décrites à la note 3 A. Les bilans et comptes de résultats publiés au Bulletin d'Annonces Légales et qui résultent de la stricte application des textes réglementaires sont présentés en note 49.

### A) PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les entreprises dont la consolidation ne présente pas de caractère significatif, ou dont la détention est provisoire, sont exclues du champ de consolidation.

#### a) Sociétés intégrées globalement

Sont intégrées globalement les sociétés bancaires, financières, de portefeuille et d'assurance contrôlées à au moins 50 % par le Groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire des sociétés déjà intégrées globalement.

#### b) Sociétés mises en équivalence

Sont mis en équivalence les banques, établissements financiers, sociétés de portefeuille et d'assurance dans lesquels le Groupe détient une participation comprise entre 20 et 50 %, à condition que celle-ci lui assure une influence réelle et durable sur la gestion.

Par ailleurs, conformément aux dispositions du règlement du Comité de Réglementation Bancaire, les sociétés industrielles ou commerciales et les sociétés de promotion immobilière dans lesquelles le Groupe détient une participation au moins égale à 20 % sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

#### c) Principales variations de périmètre

##### **Achat des minoritaires de la Compagnie Bancaire, de Cetelem et de la Banque Paribas en 1997, et fusions en 1998**

À fin 1997, les pourcentages de contrôle dans Compagnie Bancaire, Cetelem et Banque Paribas avaient été portés respectivement à 98,2 %, 99,3 % et 99,9 %, à la suite de l'offre publique d'échange initiée par la Compagnie Financière de Paribas et close le 24 décembre 1997. Les résultats de ces sociétés ont été appréhendés en 1997 avec les pourcentages précédemment détenus, soit 46,5 % au 1<sup>er</sup> trimestre et 50,4 % pour les neuf derniers mois pour la Compagnie Bancaire, 30,6 % pour Cetelem et 98,8% pour Banque Paribas.

Par ailleurs, la Compagnie Bancaire avait racheté par offre publique d'achat, au mois de juillet 1997, l'essentiel des minoritaires de Cardiff et de l'UFB Locabail.

En 1998, l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie Financière de Paribas du 12 mai a approuvé l'absorption de cette dernière par sa filiale Banque Paribas avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

La Banque Paribas a également absorbé la Compagnie Bancaire, la Compagnie de Navigation Mixte, C.N.M Finance, Kléber Portefeuille et Klécinq, filiales de la Compagnie Financière de Paribas et a pris le nom de Paribas.

Les comptes consolidés de Paribas au 31 décembre 1998 sont établis dans la continuité de ceux de la Compagnie Financière de Paribas.

Les fusions ont eu pour effet sur les fonds propres de réduire les intérêts minoritaires de 52 millions d'euros et d'augmenter la part du groupe du même montant.

#### **Cession de la Banque de réseau**

L'activité de banque de réseau a été cédée selon le calendrier suivant :

En 1996, cession au premier semestre de Osmanli Bankasi, société mise en équivalence, et cession de la Banque Continentale du Luxembourg, société intégrée globalement, avec effet 1<sup>er</sup> juillet.

En 1997, cession avec effet 1<sup>er</sup> janvier de 61,6 % du Crédit du Nord et de ses filiales, auparavant détenus à 100 %, et mise en équivalence de ce groupe jusqu'à fin septembre 1997, date de la cession du solde ; de plus, cession avec effet 1<sup>er</sup> juillet de 57,5 % du groupe Paribas Belgique sur les 77,4 % détenus, ainsi que de la part de Banque Paribas Nederland non détenue par Paribas Belgique.

En 1998, cession avec effet 1<sup>er</sup> avril 1998 de Banque Paribas Pacifique et de Banque Paribas Polynésie.

Compte tenu de l'impact significatif de cette branche d'activité, et comme détaillé en note 3 A, les éléments relatifs à ces sociétés et à leur cession sont isolés dans les lignes de Résultat des activités cédées, pour l'ensemble des périodes présentées.

#### **Autres variations**

En 1998, certaines participations mises en équivalence ont été cédées dans leur totalité. Il s'agit de 23,5 % de Ciments Français et de 100 % de Cogedim, avec effet 1<sup>er</sup> janvier 1998, de 38,2 % de Nord Est et de 43,4 % de Banque Gabonaise Française et Internationale, avec effet 1<sup>er</sup> octobre 1998. Les titres Poliet, mis en équivalence, ont

été vendus à hauteur de 17 % avec effet 1<sup>er</sup> juillet 1998, entraînant la déconsolidation du solde de 17 %. Cette cession faisait suite aux cessions partielles intervenues en 1996 et 1997.

La participation dans Sema a été réduite de 5,9 % en juillet 1998, entraînant sa déconsolidation à partir de cette date.

En 1997, les principales acquisitions ont porté sur Paribas Asia Equity, intégrée globalement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997, et sur Paribas Indonesia, à partir du 1<sup>er</sup> avril 1997.

### **B) DATE D'ARRÊTÉ DES COMPTES**

Les comptes de toutes les sociétés consolidées ont été arrêtés au 31 décembre.

### **C) ÉCARTS D'ACQUISITION**

Lors de l'acquisition d'une participation, la différence entre la valeur nette comptable des titres de participation dans l'entreprise consolidée, éventuellement majorée des frais d'acquisition de titres, et la part que ces titres représentent dans la situation nette de l'entreprise est, après analyse, répartie entre corrections de valeur des éléments du bilan de l'entreprise consolidée et un écart d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif sous une rubrique propre et les écarts d'acquisition négatifs sont inclus au passif dans le poste "comptes de régularisation". Ils font l'objet d'un amortissement ou d'une reprise au compte de résultat selon un plan préalablement fixé sur une durée déterminée en fonction des objectifs de l'acquisition et qui ne peut en aucun cas excéder 40 ans.

Il est en général appliqué une durée de 20 ans pour les banques, de 10 ans pour les sociétés spécialisées dans les activités de marché, de 15 ans pour les sociétés industrielles, et de 30 ans pour les sociétés du secteur d'assurance.

Selon l'article D248.3 et la 7<sup>e</sup> Directive européenne, l'écart d'acquisition peut être imputé sur les capitaux propres, en cas d'acquisition rémunérée par émission d'action.

Conformément à ces dispositions, les écarts d'acquisition suite aux offres publiques d'échange sur la Compagnie Bancaire et le Cetelem ont été constatés au bilan pour la fraction payée en numéraire. Le solde a été imputé sur les réserves, le paiement ayant été réalisé par création d'actions qui a entraîné une dilution consentie par les anciens actionnaires.

## D) RETRAITEMENTS ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Préalablement à la consolidation, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-après. Notamment, les fonds pour risques bancaires généraux comptabilisés par certaines filiales bancaires sont inclus dans les fonds propres et, s'il existe des risques identifiés, des provisions spécifiques sont constituées. Les règles spécifiques à certains secteurs industriels en matière d'évaluation ou de principes comptables ne sont pas retraitées au niveau du Groupe Paribas. De même, les règles d'évaluation spécifiques aux activités d'assurance sont maintenues dans les comptes consolidés.

Après cumul des bilans et comptes de résultats, les soldes réciproques, ainsi que les pertes et profits résultant d'opérations entre sociétés du Groupe, sont éliminés.

## 3 PRINCIPES COMPTABLES

### A) PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes consolidés de l'exercice 1998 ont été arrêtés et sont présentés en millions d'euros, au cours officiel de conversion du franc français fixé le 31 décembre 1998, soit 6,55957 F/euro. Les chiffres comparatifs des exercices 1997 et 1996 ont été convertis au même cours.

Comme détaillé en note 2 A) c), Paribas a cédé en 1997 la totalité de son activité de banque de réseau. Compte tenu du caractère significatif de cette cession d'une branche d'activité et afin de donner une image du Groupe fidèle à sa nouvelle réalité économique, les comptes sont présentés en isolant l'incidence des activités cédées. En application de l'article 11 du Code de Commerce, les effets de cette présentation sont détaillés dans la note 4.

Par ailleurs, afin de mieux refléter les différentes activités du Groupe Paribas, le compte de résultat est présenté avec les soldes intermédiaires suivants :

- le produit global d'exploitation qui, outre les produits et charges d'exploitation bancaire, inclut les produits accessoires, les produits des opérations d'assurance, les résultats de cession et les provisions sur titres de participation et immeubles, ainsi que la quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence (hors amortissement des écarts d'acquisition chez les sociétés détentrices) ;

- le résultat brut d'exploitation obtenu après prise en compte des charges générales d'exploitation et des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des écarts d'acquisition ;

- le résultat courant avant impôt obtenu après déduction des dotations nettes de reprises aux provisions d'exploitation ;

- le résultat net global obtenu après prise en compte de la charge d'impôt et, lorsqu'il y a lieu, des résultats exceptionnels.

Au bilan, les valeurs mobilières détenues (titres, bons du Trésor et valeurs assimilées) sont classées par type de portefeuille correspondant à la finalité de leur détention, et les titres reçus ou donnés en pension livrée apparaissent comme une catégorie distincte des opérations sur titres.

### B) CONVERSION DES COMPTES ET ÉTATS FINANCIERS EN DEVISES

a) Les créances et dettes libellées en devises figurant au bilan sont converties au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, les plus ou moins-values non réalisées qui en résultent étant enregistrées dans le compte de résultat.

b) Les bilans des sociétés et succursales étrangères sont convertis en francs français aux cours de fin d'exercice et les comptes de résultats aux cours moyens de l'exercice. Les écarts de conversion qui en résultent sont portés directement dans les fonds propres consolidés.

c) Dans le cas de pays à forte inflation, les valeurs immobilisées sont converties au taux historique, et les écarts de conversion sont pris en résultat.

### C) IMMOBILISATIONS

#### a) Marques et parts de marché

Les marques et parts de marché constatées, par affectation d'écarts de première consolidation, chez certains groupes industriels ou dans des sociétés d'assurance font l'objet d'une évaluation annuelle ; lorsque celle-ci est inférieure à celle retenue lors de l'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. Les méthodes spécifiques retenues par chaque groupe industriel en matière d'amortissement de leurs parts de marché ne sont pas retraitées dans le cadre de la consolidation.

## b) Autres immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement et les droits au bail sont pris en charge dès le premier exercice, et les logiciels acquis sont amortis sur une période de douze mois à partir de la date de mise en service. Les logiciels développés en interne sont enregistrés en charges, à l'exception de ceux développés dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle activité, pour lesquels les charges sont réparties sur cinq ans.

Les frais d'augmentation de capital des filiales constituent une charge de l'exercice ; ceux de la société mère Paribas sont imputés, nets de l'économie d'impôt correspondante, sur les primes d'émission.

Les primes d'émission et de remboursement des emprunts obligataires ainsi que les frais occasionnés par ces émissions sont immobilisés et amortis de manière linéaire sur la durée des emprunts.

Les fonds de commerce achetés font l'objet d'un amortissement sur une durée n'excédant pas 10 ans.

## c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au prix de revient ou, pour les sociétés françaises, à la valeur retenue lors de la réévaluation légale de 1978. Elles sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation suivant le mode linéaire. Les immeubles sont généralement amortis sur 30 ans, les installations, agencements, matériel et mobilier sur 10 ans, le matériel informatique sur 3 ans.

## D) OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

Les opérations de crédit-bail sont classées avec les crédits à la clientèle. Les revenus de ces opérations sont inclus dans les intérêts et produits assimilés et les amortissements, calculés sur une base financière, inclus dans les intérêts et charges assimilés.

## E) PLACEMENTS DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Les titres et parts affectés à la couverture des engagements en unité de compte sont présentés à leur valeur de réalisation à la clôture.

Parmi les autres placements, les titres à revenus fixes sont enregistrés selon des règles comparables à celles retenues, en matière bancaire, pour les titres d'investissement.

Les placements qui ne font pas partie des deux catégories ci-dessus sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, diminué des provisions pour dépréciation à caractère durable de leurs immeubles et de leurs portefeuilles actions et obligations (article RR332-20 du nouveau code des assurances), et, si la valeur de marché globale de l'ensemble de ces placements est inférieure à leur valeur nette comptable, d'une provision pour risque d'exigibilité.

## F) TITRES, BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES

La méthode de comptabilisation et d'évaluation des titres, bons du Trésor et valeurs assimilées dépend de l'intention du gestionnaire lors de leur acquisition.

Ils sont classés comme :

- titres de transaction quand l'intention est de les revendre ou les racheter, ou de les placer auprès de la clientèle, après une courte période de détention qui ne peut excéder six mois et s'il existe un marché liquide permettant une valorisation objective en fonction des cours cotés ou des taux de marché. Les obligations et les bons détenus au titre de la protection contre les risques de taux liés aux opérations d'échange de taux ou de devises ou à des contrats d'instruments financiers à terme sont classés dans cette catégorie.

- titres de placement lorsqu'ils ont été acquis en vue d'en tirer un revenu direct ou une plus-value avec l'intention de les détenir pour une période de plus de six mois. Cette catégorie comprend les obligations non placées à l'issue des opérations d'émission et les titres de transaction détenus depuis plus de six mois.

- titres d'investissement (seulement titres à revenus fixes) lorsque l'intention est de les détenir de façon durable en principe jusqu'à l'échéance et pour lesquels il existe des ressources de financement de durée au moins équivalente ou une couverture du risque de taux.

Les **titres de transaction** sont entrés en comptabilité à leur prix d'acquisition, y compris les frais d'achat et les éventuels intérêts courus. À la clôture de l'exercice, les titres non vendus ou vendus à découvert sont évalués au prix de marché et le solde global résultant de variations de cours est porté au poste "Soldes des opérations sur titres de transaction", inclus dans les "Produits nets sur opérations financières et diverses". Ce poste comprend également les dividendes encaissés et le solde net des résultats de cession.

Lors de leur acquisition, les **titres de placement** sont enregistrés à leur prix d'acquisition hors frais d'achat ou éventuels coupons courus. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie au compte de résultat sur la durée résiduelle, par application d'une méthode actuarielle pour les obligations à coupons zéro ainsi que pour les titres de créances négociables, et d'une méthode linéaire dans les autres cas.

À la clôture de l'exercice, les moins-values latentes résultant de la comparaison entre valeur de marché et valeur comptable font l'objet de provisions par ensemble homogène de titres de même nature ; les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Pour les titres non cotés, la valeur de marché correspond à la valeur probable de négociation.

Les **titres d'investissement** sont enregistrés à leur prix d'acquisition hors frais d'achat ou éventuels coupons courus. Lorsque la valeur comptable de ces obligations est différente de la valeur de remboursement, l'écart ainsi constaté est amorti *prorata temporis* sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement. À la date d'arrêt, il n'est pas constaté de provision pour couvrir la moins-value éventuelle entre la valeur de marché et la valeur nette comptable, sans préjudice des provisions à constituer s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur de titres.

### **G) TITRES DONNÉS OU REÇUS EN PENSION LIVRÉE**

Les titres reçus en pension livrée sont portés dans un compte d'actif représentatif de la créance sur le cédant. De façon similaire, les titres donnés en pension livrée sont enregistrés dans un compte de passif matérialisant la dette à l'égard du cessionnaire.

Les frais relatifs aux titres donnés et reçus sont rapportés au résultat de l'exercice *prorata temporis*.

Pour le calcul des résultats, les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables appliqués à la catégorie des portefeuilles-titres dont ils sont issus.

### **H) TITRES DE PARTICIPATION**

Sont considérés comme titres de participation tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Cette rubrique comprend aussi les prêts participatifs et les créances rattachées à des participations. Les titres de participation sont comptabilisés au prix de revient ou, dans les sociétés françaises, à leur valeur retenue lors de la réévaluation légale de 1978.

Pour les acquisitions entraînant des frais importants, le prix de revient inclut des frais d'acquisition. À la clôture de l'exercice, afin de déterminer les dépréciations éventuelles à constater, il est procédé à une évaluation de ces titres soit sur la base de l'actif net de la société corrigé des plus ou moins-values latentes et de sa capacité bénéficiaire, soit sur la base de leur valeur boursière. Les titres de participation sont comptabilisés en fin d'exercice au plus bas du prix de revient ou de cette évaluation.

### **I) PROVISIONS TECHNIQUES DES COMPAGNIES D'ASSURANCE**

Les provisions techniques de l'assurance-vie sont constituées de provisions mathématiques, correspondant à la différence entre la valeur actuelle des engagements pris respectivement par l'assureur et l'assuré. En assurance non vie, des provisions de primes (fraction des primes émises correspondant aux exercices suivants) et pour sinistres à payer, incluant les frais de gestion, sont constituées.

### **J) PROVISIONS D'EXPLOITATION**

Des provisions affectées sont constituées pour couvrir les pertes probables pouvant résulter soit du non-recouvrement total ou partiel de créances douteuses, soit de la mise en jeu d'engagements hors-bilan. Elles sont évaluées en fonction des risques réels connus lors de l'arrêt des comptes. Sont également constituées des provisions pour risques pays qui s'appliquent à l'ensemble des risques situés dans les pays ayant obtenu ou sollicité un rééchelonnement de leur dettes ou ayant interrompu tout paiement au titre de leur endettement, ou étant en situation de crise financière aiguë. Ces risques comprennent à la fois les encours de crédit (hors financement de négoce), les titres et les garanties données, pour leur montant net de garanties Coface ou de collatéraux espèces. Les provisions affectées à des créances douteuses sont classées en déduction des postes d'actif. Les provisions pour engagements hors bilan et pour risques pays sont classées au passif ainsi que celles qui couvrent des risques déterminés en fonction des perspectives d'évolution de certains secteurs économiques et qui ne sont pas nécessairement affectées à des créances individualisées.

## **K) PROVISIONS ASSIMILÉES À DES RÉSERVES**

Sont assimilées à des réserves les provisions qui ne couvrent aucun risque latent d'exploitation et peuvent avoir été constituées pour satisfaire des dispositions réglementaires ou fiscales. Ces provisions, nettes de l'effet fiscal, sont incorporées à la situation nette. Les mouvements de l'exercice ne sont pas considérés comme des dotations ou des reprises au compte de résultat mais comme des affectations du résultat.

## **L) ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE ET ACTIONS PROPRES**

Les actions de Paribas détenues par lui-même ou par des sociétés contrôlées sont qualifiées d'autocontrôle et sont déduites des fonds propres consolidés pour la totalité du prix de revient figurant dans les comptes des détentrices. Les dividendes reçus au titre de ces actions sont déduits, également pour leur totalité, et du compte du résultat consolidé et du montant distribué par la société-mère. Parallèlement, le nombre de titres concernés est déduit du nombre de titres émis par Paribas afin de déterminer le nombre de titres en circulation. En cas de cession, les plus ou moins-values, nettes d'impôt, sont créditées ou débitées aux réserves consolidées.

## **M) RÉSULTAT PAR ACTION**

Le résultat par action est calculé à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le nombre moyen d'actions est déterminé en considérant que les actions nouvelles sont créées à la date de mise à disposition des fonds pour des augmentations de capital contre espèces et à la date de valeur de l'opération pour les fusions ou apports. Les actions propres et les actions d'autocontrôle sont annulées à la date de l'achat par Paribas ou ses filiales.

## **N) PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION**

### **a) Opérations de trésorerie ou interbancaires et avec la clientèle**

Les intérêts et agios sont comptabilisés au compte de résultat *pro rata temporis*. Les intérêts sur créances douteuses sont compris dans les produits d'intérêts et les dotations correspondantes aux comptes de provisions sont inscrits dans l'excédent des dotations sur les reprises de provisions d'exploitation. Les commissions sont en revanche enregistrées selon le critère de l'encais-

sement à l'exception de certaines commissions liées aux crédits à moyen et long terme à l'exportation et à l'es-compte de papier commercial, assimilées à des intérêts. Les commissions de garantie sur émissions d'emprunts obligataires sur le marché français ou international sont enregistrées au compte de résultat dès la clôture de l'émission.

### **b) Obligations et autres titres à revenu fixe**

Les revenus sur obligations sont comptabilisés sur la base des intérêts courus correspondant à la durée de détention effective de ces obligations au cours de l'exercice.

### **c) Revenus des titres de participation et autres titres à revenu variable**

Les revenus d'actions comprennent les dividendes et les acomptes sur dividendes encaissés ou mis en paiement avant la date d'arrêt ainsi que les retenues à la source afin que les produits comptabilisés correspondent aux coupons déclarés. Dans le cas des sociétés françaises, est également inclus l'avoir fiscal attaché aux dividendes qui suivent le régime ordinaire.

### **d) Produits des opérations d'assurance**

Sont enregistrées dans ce poste les primes diminuées des prestations, frais généraux de règlement de sinistre, dotations techniques et participation des assurés aux résultats.

À compter de 1998, compte tenu de leur nature, les commissions de l'activité de prévoyance, versées principalement aux contractantes en assurance collective, précédemment présentées en frais généraux, viennent en déduction des produits des opérations d'assurance. Les chiffres des exercices 1997 et 1996 ont été retraités en conséquence.

### **e) Autres revenus nets**

Ce poste comprend les revenus nets sur les immeubles en location, c'est-à-dire loyers moins charges d'amortissement.

## **O) RÉSULTATS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE**

Les opérations de change au comptant sont évaluées au cours du comptant de la fin de l'exercice. Les opérations de change à terme sont évaluées :

- pour les opérations couvertes, au cours du comptant de la fin de l'exercice avec, à la conclusion du contrat, un enregistrement de reports ou déports *prorata temporis* dans les résultats ;

- pour les autres opérations, au cours du terme restant à courir en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les gains et pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont enregistrés au compte de résultat.

## P) RÉSULTATS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

Les banques du Groupe, et principalement Paribas, interviennent sur l'ensemble des marchés d'instruments financiers à terme ; ces interventions peuvent être classées selon les deux catégories suivantes :

- celles dites "activité de transaction", dont l'objectif est d'arbitrer des cours acheteur/vendeur vis-à-vis de la clientèle ou des contreparties de marché, ce qui implique une rotation rapide des opérations et un volume limité des positions résiduelles,

- celles dites "gestion de trésorerie", effectuées dans le cadre de la gestion et de la couverture des positions de taux et de change liées aux actifs, passifs et engagements hors bilan du Groupe.

La détermination des résultats sur les instruments financiers à terme est fonction de la nature des interventions et de la nature des marchés. Ces instruments se négocient sur des marchés organisés ou assimilés et sur des marchés de gré à gré. Sur les marchés organisés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché. Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes, ou lorsque les cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

Pour l'**activité de transaction**, il est procédé à la réévaluation au prix de marché des opérations conclues "ferme" (tels les accords futurs de taux) et des opérations conditionnelles (tels les accords de taux plafond ou plancher), négociées en francs et en devises. Les variations de valeur sont enregistrées dans le compte de résultat. Dans le cas des opérations de gré à gré, la valeur de marché tient compte d'une réfaction au titre des risques de contrepartie et de liquidité afférents à ces opérations ainsi que des charges futures liées à la gestion de ces contrats. En outre, la revue régulière des produits

illiquides conduit, le cas échéant, à déterminer un ajustement de réévaluation pour tenir compte d'un éventuel surcoût de liquidation.

La **gestion de trésorerie** est généralement exercée au travers d'instruments de gré à gré dont les produits et les charges sont enregistrés *prorata temporis* au compte de résultats ; lorsque sont utilisés des instruments sur marché organisé, le résultat de la période correspond à la variation de la valeur de marché ; dans le cas d'instruments affectés à des opérations de couverture, la règle de prise en compte des résultats est symétrique à celle de l'élément couvert.

Tous les produits et charges dérivés de ces opérations figurent en compte de résultat pour leur montant net dans les Produits nets sur opérations financières et diverses sur la ligne "Solde des opérations sur instruments financiers à terme", à l'exception de ceux sur opérations de couverture affectée contractées dans le cadre de la gestion de trésorerie, qui sont inscrits dans les "Intérêts et produits ou charges assimilés".

## Q) CHARGE D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôts pouvant être utilisés en règlement de l'impôt, ceux-ci étant par ailleurs comptabilisés sous la même rubrique que le produit auquel ils se rattachent ;

- l'impôt différé résultant aussi bien des déficits reportables que des décalages temporaires d'imposition existant dans les comptes sociaux ou dus à des ajustements de consolidation. L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable sur la totalité des décalages temporaires et notamment sur les réserves financières. L'option autorisée par la Commission Bancaire depuis 1989, permettant un calcul partiel, n'est pas utilisée. Les actifs d'impôt différé ne sont constatés que si leur probabilité de réalisation est jugée élevée.

Depuis 1996, les montants d'impôts différés dans les sociétés françaises sont déterminés en tenant compte de la contribution de 10 % sur l'impôt sur les sociétés instaurée par la loi de finance rectificative pour 1995 puis de la majoration temporaire instituée par la loi du 10 novembre 1997.

L'impôt afférent aux plus-values sur activités cédées correspond à la charge applicable à ce type d'opérations, diminuée de l'économie liée à l'utilisation de reports fiscaux déficitaires pour la part que représentent ces plus-values dans le total des plus-values et provisions sur titres réalisées par le groupe fiscal concerné.

La Compagnie Financière de Paribas avait opté, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994, pour le régime de fiscalité de groupe pour certaines de ses filiales françaises contrôlées directement ou indirectement à 95 % au moins.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1998, à la suite des opérations réalisées par la Compagnie Bancaire en 1997 et des offres publiques d'échange de Paribas sur cette dernière et sur Cetelem intervenues fin 1997, le groupe fiscal Paribas se trouve élargi aux sociétés appartenant précédemment aux groupes fiscaux formés autour de la Compagnie Bancaire, de Cetelem, d'UFB Locobail et de Cardif.

## **R) ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE**

### **a) Régimes de retraite**

En France, et dans la plupart des pays où les sociétés du Groupe exercent leur activité, les engagements au titre des régimes de retraite obligatoires sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions. À la suite des accords signés en 1993 entre les banques françaises et les caisses ARRCO-AGIRC du régime général de retraite, les sociétés du groupe Compagnie Bancaire restent engagées pour des montants résiduels vis-à-vis des retraités actuels et, pour leur période d'activité dans le groupe avant le 31 décembre 1993, vis-à-vis des agents en activité. Ces engagements sont entièrement provisionnés selon la méthode actuarielle décrite au paragraphe suivant.

Dans diverses sociétés du Groupe, le personnel bénéficie de plans de retraite supplémentaires à prestations définies, de régimes de prévoyance, ainsi que des indemnités de départ et autres avantages liés à l'ancienneté. Les engagements non couverts par des contrats d'assurances sont provisionnés en prenant en compte les probabilités de mortalité et de maintien dans le Groupe jusqu'à l'âge de départ à la retraite, un taux d'actualisation de 6 % et une érosion monétaire de 3 %. Les écarts d'évaluation dus à la modification des hypothèses actuarielles sont étalés sur une période de 15 ans.

### **b) Autres engagements**

Les charges liées aux plans de cessations anticipées d'activité ou de restructuration sont provisionnées l'année au cours de laquelle ces mesures sont décidées.

#### 4 CONTRIBUTION DES ACTIVITÉS CÉDÉES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Comme indiqué en note 3 A, le compte de résultat consolidé est présenté en isolant, dans une rubrique spécifique, l'incidence des activités cédées sur le résultat net part du Groupe. L'analyse des montants présentés dans cette rubrique par compte de charges et de produits est détaillée ci-dessous :

en millions d'euros	1998	1997	1996
Intérêts et produits assimilés		536	2 224
Intérêts et charges assimilées		- 364	- 1 435
Commissions nettes	- 2	26	348
Produits nets sur opérations financières et diverses		- 2	66
Autres revenus nets		3	23
Cessions d'immeubles et de titres de participation	8	187	157
Dotations et reprises de provisions sur titres de participation		- 1	
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		36	9
<b>Produit global d'exploitation</b>	<b>6</b>	<b>421</b>	<b>1 392</b>
Charges générales d'exploitation		- 91	- 870
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		- 6	- 49
Amortissement des écarts d'acquisition		0	- 2
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6</b>	<b>324</b>	<b>471</b>
Excédent des dotations sur les reprises de provisions d'exploitation	- 2	- 6	- 126
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>4</b>	<b>318</b>	<b>345</b>
Impôt sur les sociétés		- 85	- 55
<b>Résultat net global</b>	<b>4</b>	<b>233</b>	<b>290</b>
Intérêts minoritaires		- 25	- 98
<b>Résultat net part du groupe des activités cédées</b>	<b>4</b>	<b>208</b>	<b>192</b>
Soit :			
Résultat net d'impôt et de minoritaires sur activités cédées	- 4	87	108
Plus-values de cession nettes d'impôt sur activités cédées	8	129	152
Intérêts minoritaires sur plus-values sur activités cédées		- 8	- 68
	<b>4</b>	<b>208</b>	<b>192</b>

Les **résultats sur activités cédées** correspondent à la contribution des entités concernées au résultat consolidé sur les trois exercices présentés :

En 1996, ces montants représentent ainsi douze mois d'activité pour les banques Paribas Pacifique et Paribas Polynésie, cédées en 1998, et pour le Crédit du Nord (et ses filiales), Paribas Belgique et Paribas Nederland, cédés en 1997. Ils incluent six mois d'opérations pour la Banque Continentale du Luxembourg et trois mois d'activité pour Osmanli Bankasi, cédées en 1996.

Sur l'exercice 1997, les résultats des activités cédées correspondent à six mois d'opérations pour la Banque Paribas Belgique et pour la Banque Paribas Nederland, à la mise en équivalence de neuf mois de résultats pour le Crédit du Nord, et à douze mois d'opérations pour les banques Paribas Pacifique et Paribas Polynésie.

Les **plus-values de cession sur activités cédées** correspondent, pour 1996, aux cessions de la Banque Continentale du Luxembourg et d'Osmanli Bankasi, pour 1997, à la cession du Crédit du Nord (61,6 % cédés au 1<sup>er</sup> janvier et le solde fin septembre), de Paribas Belgique (57,5 % cédés au second semestre) et de Paribas Nederland (part non détenue par Paribas Belgique cédée au second semestre) et pour 1998, à la cession de la Banque Paribas Pacifique et de la Banque Paribas Polynésie.

Au bilan, la **part dans l'actif net des activités cédées** correspond à la valeur consolidée des participations non encore cédées en fin d'exercice. Ainsi, à fin 1996, ces montants représentent la valeur consolidée de Crédit du Nord, Paribas Belgique, Paribas Nederland, Banque Paribas Pacifique et Banque Paribas Polynésie. À fin 1997, il s'agit de la valeur consolidée de 19,9 % de Paribas Belgique et de celle de Banque Paribas Pacifique et de Banque Paribas Polynésie. À fin 1998, seule figure la détention de 19,9 % dans Paribas Belgique.

## 5 INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

en millions d'euros	Note	1998	1997	1996
Opérations avec les établissements de crédit		3 851	3 161	3 032
Opérations avec la clientèle		4 153	4 035	4 021
Obligations et autres titres à revenu fixe		848	951	1 268
Revenu des titres à revenu variable :		144	152	153
• Titres de placement		28	35	24
• Participations et autres titres de l'activité de portefeuille		116	117	129
Opérations de crédit-bail et assimilées		2 178	2 063	2 142
Autres intérêts et produits assimilés		0	1	14
<b>Total</b>	44 b	<b>11 174</b>	<b>10 363</b>	<b>10 630</b>

## 6 INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

en millions d'euros	1998	1997	1996
Opérations avec les établissements de crédit	- 5 403	- 4 546	- 4 734
Opérations avec la clientèle	- 1 060	- 957	- 798
Obligations et autres titres à revenu fixe	- 1 627	- 2 008	- 2 197
Dettes subordonnées	- 113	- 92	- 97
Opérations de crédit-bail et assimilées	- 1 767	- 1 642	- 1 670
Autres intérêts et charges assimilées	0	- 2	- 1
<b>Total</b>	<b>- 9 970</b>	<b>- 9 247</b>	<b>- 9 497</b>

## 7 COMMISSIONS

en millions d'euros	Note	1998	1997	1996
<b>Commissions (produits)</b>				
Opérations avec les établissements de crédit		4	0	3
Opérations avec la clientèle		340	323	295
Opérations sur titres		280	184	110
Opérations de change		5	4	5
Engagements sur titres		186	132	60
Opérations sur instruments financiers à terme		51	15	16
Prestations de service pour compte de tiers		609	489	342
<b>Sous-total</b>		<b>1 475</b>	<b>1 147</b>	<b>831</b>
<b>Commissions (charges)</b>				
Opérations avec les établissements de crédit		- 40	- 28	- 35
Opérations avec la clientèle		- 6	- 7	- 12
Opérations sur titres		- 112	- 129	- 92
Opérations de change		- 17	- 17	- 15
Engagements sur titres		- 75	- 41	- 38
Opérations sur instruments financiers à terme		- 160	- 104	- 79
Prestations de service pour compte de tiers		- 177	- 56	- 10
<b>Sous-total</b>		<b>- 587</b>	<b>- 382</b>	<b>- 281</b>
<b>Total</b>	44 b	<b>888</b>	<b>765</b>	<b>550</b>

## 8 PRODUITS NETS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES ET DIVERSES

en millions d'euros	Note	1998	1997	1996
<b>Gains ou pertes sur opérations financières</b>				
Solde des opérations sur titres de transaction		- 258	493	710
Solde des opérations sur titres de placement		148	81	61
• <i>Mouvement net de provisions sur titres de placement</i>		- 9	0	- 8
• <i>Plus-values nettes de cession sur titres de placement</i>		157	81	69
Solde des opérations de change		- 42	180	- 22
Solde des opérations sur instruments financiers	9	1 675	736	535
<b>Sous-total</b>		<b>1 523</b>	<b>1 490</b>	<b>1 284</b>
Autres charges d'exploitation bancaire		- 107	- 249	- 283
Autres produits d'exploitation bancaire		264	273	314
<b>Total</b>	44 b	<b>1 680</b>	<b>1 514</b>	<b>1 315</b>

## 9 IMPACT SUR LE RÉSULTAT DES OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

en millions d'euros	Note	1998	1997	1996
Solde net sur instruments financiers de couverture inclus dans les intérêts et produits ou charges assimilés		137	- 145	- 183
Solde net des autres opérations sur instruments financiers incluses dans les produits nets sur opérations financières et diverses	8	1 675	736	535
<b>Total</b>		<b>1 812</b>	<b>591</b>	<b>352</b>

La ventilation de ces résultats en fonction de la nature des instruments et de la nature des interventions (activité de transaction et de gestion de trésorerie) est présentée ci-après, étant entendu que la partie du résultat de ces activités liées aux opérations sur les marchés physiques est comprise soit dans les résultats nets sur titres de transaction ou opérations de change, soit dans les produits ou charges d'intérêts.

en millions d'euros	Activité de transaction	Gestion de trésorerie	Exercice 1998	Exercice 1997	Exercice 1996
<b>Opérations fermes</b>					
Opérations sur marchés organisés :					
• Contrats à terme (taux, change, actifs financiers)	18	- 60	- 42	62	- 35
Opérations de gré à gré :					
• Accords de taux futurs	21	3	24	15	6
• Swaps	1 070	381	1 451	105	220
• Autres	1	1	2	265	128
<b>Opérations conditionnelles</b>					
Opérations sur marchés organisés :					
• Options de taux	4	56	60	49	- 72
• Options de change	- 2	0	- 2	0	- 3
• Autres	13	2	15	- 17	7
Opérations de gré à gré :					
• Contrats de taux plafond et plancher	91	- 15	76	111	52
• Swaptions et options (taux, change et autres)	227	1	228	1	49
<b>Total</b>	1 443	369	<b>1 812</b>	<b>591</b>	<b>352</b>

## 10 PRODUITS DES OPÉRATIONS D'ASSURANCE

en millions d'euros	1998	1997	1996
Solde technique	297	241	157
Solde financier	146	122	120
Autres charges techniques nettes	- 17	- 12	- 11
Charges d'acquisition et de gestion des contrats	- 338	- 279	- 213
<b>Sous-total</b>	<b>88</b>	<b>72</b>	<b>53</b>
Retraitement des frais généraux et élimination des éléments internes (1)	277	159	151
<b>Produits des opérations d'assurance</b>	<b>365</b>	<b>231</b>	<b>204</b>

(1) Les soldes intermédiaires ci-dessus sont présentés avant élimination des éléments internes au Groupe et après imputation des frais généraux, selon la présentation retenue par l'assurance. Pour les rapprocher des produits des opérations d'assurance tels qu'ils figurent dans le produit global d'exploitation du Groupe, ces deux éléments doivent être retraités.

## 11 CESSIONS D'IMMEUBLES ET DE TITRES DE PARTICIPATION

en millions d'euros	1998	1997	1996
Résultat sur cessions de titres de participation non consolidés	405	505	151
Résultat sur cessions de filiales consolidées	341	171	699
Résultat sur cessions d'immeubles	2	8	9
<b>Total</b>	<b>748</b>	<b>684</b>	<b>859</b>

En 1998, les cessions les plus significatives ont porté sur les titres de Ciments Français, CIPE, AGF, ONA, Aegon, Hapag Lloyd, Nord Est, Banca Commerciale Italiana, Mobistar ainsi que sur les cessions partielles de Sema et Poliet pour un montant total de 547 millions d'euros.

En 1997, les plus-values les plus significatives ont été réalisées sur les cessions de Elf, Havas, Accor, Allianz, Total, sur la fusion scission Gevaert et sur la cession partielle de Poliet, pour un montant total de 525 millions d'euros.

En 1996, les cessions les plus significatives portaient sur UGC-Droits Audiovisuels, la Compagnie Française de Sucrierie, Power, un portefeuille de créances hypothécaires en Grande-Bretagne, ainsi que sur les cessions partielles de Cetelem, Audiofina, Axime et Poliet pour un montant total de 675 millions d'euros.

## 12 PART DANS LE RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

en millions d'euros	1998	1997	1996
<b>Banques et sociétés financières</b>			
Finaxa	59	42	40
Cofinoga	29	28	25
Gevaert	0	40	36
Pargesa	106	60	41
Compagnie Nationale à Portefeuille	109	12	13
Autres	54	35	17
<b>Sous-total Banques et sociétés financières</b>	<b>357</b>	<b>217</b>	<b>172</b>
<b>Sociétés industrielles et commerciales</b>			
Audiofina	-	-	24
Cogédim	0	4	0
Coparex	- 29	8	7
Eiffage	14	32	- 35
Générale de Transport Industriel	27	1	- 3
Poliet	21	76	66
Sagal	86	8	- 1
Sinvim	12	2	- 100
Autres	66	75	79
<b>Sous-total sociétés industrielles et commerciales</b>	<b>197</b>	<b>206</b>	<b>37</b>
<b>Total</b>	<b>554</b>	<b>423</b>	<b>209</b>

La quote-part de résultat des sociétés industrielles et commerciales en 1998 est minorée de l'effet de la déconsolidation de Poliet au second semestre mais inclut les plus-values réalisées par Sagal sur la cession de 25 % de Royal Canin.

L'année 1997 a été marquée par le retour à l'équilibre de Sinvim et les performances de Eiffage et Poliet.

La contribution positive des banques et sociétés financières se maintient à un niveau élevé en 1998 grâce en particulier aux quote-parts de résultat de Pargesa et Compagnie Nationale à Portefeuille qui comprennent d'importantes plus-values.

## 13 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en millions d'euros	1998	1997	1996
<b>Frais de personnel</b>			
• Salaires et traitements	- 1 429	- 1 190	- 978
• Charges sociales	- 402	- 346	- 321
• Charges de retraite	- 136	- 88	- 83
• Intéressement et participation	- 71	- 50	- 33
<b>Sous-total</b>	<b>- 2 038</b>	<b>- 1 674</b>	<b>- 1 415</b>
Impôts et taxes	- 101	- 52	- 50
Commissions aux apporteurs d'affaires	- 158	- 109	- 103
Autres charges d'exploitation	- 1 112	- 1 003	- 865
<b>Total</b>	<b>- 3 409</b>	<b>- 2 838</b>	<b>- 2 433</b>

## 14 AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION

en millions d'euros	Note	1998	1997	1996
Écarts d'acquisition positifs	31	- 96	- 56	- 88
Écarts d'acquisition négatifs		7	8	12
<b>Total</b>		<b>- 89</b>	<b>- 48</b>	<b>- 76</b>

En 1998, les amortissements d'écarts d'acquisition positifs comprennent 41 millions d'euros sur le Cetelem et la Compagnie Bancaire contre 6 millions d'euros en 1997 en raison de la prise de contrôle réalisée en décembre 1997.

## 15 EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DE PROVISIONS D'EXPLOITATION

en millions d'euros	Note	1998	1997	1996
Dotations aux provisions d'exploitation :				
• Clientèle et établissements de crédit		- 603	- 622	- 675
• Hors-bilan		- 18	- 33	- 38
• Risques pays et autres provisions		- 344	- 474	- 474
<b>Total dotations</b>		<b>- 965</b>	<b>- 1 128</b>	<b>- 1 187</b>
Reprises de provisions d'exploitation :				
• Clientèle et établissements de crédit		228	308	262
• Hors-bilan		13	7	15
• Risques pays et autres provisions		197	240	216
<b>Total reprises</b>		<b>438</b>	<b>555</b>	<b>494</b>
Dotation nette aux provisions d'exploitation	21	- 527	- 573	- 693
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		- 76	- 55	- 57
Récupération sur créances amorties		42	32	24
<b>Total</b>		<b>- 561</b>	<b>- 596</b>	<b>- 726</b>

## 16 ANALYSE DE LA CHARGE FISCALE

en millions d'euros	1998	1997	1996
Résultat avant impôt, amortissement des écarts d'acquisition et part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	977	743	706
<i>Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises</i>	<b>33,33 %</b>	33,33 %	33,33 %
Charge (produit) théorique d'impôts	326	248	235
Impact des revenus exonérés et des dividendes distribués déductibles	- 14	- 8	- 16
Effet de l'écart de taux entre sociétés françaises et sociétés étrangères	29	15	5
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	- 75	- 12	17
Effet de la non-utilisation des pertes fiscales de l'exercice et de l'utilisation de pertes fiscales d'exercices antérieurs	- 5	- 279	42
Impact sur l'impôt courant et sur les impositions différées de la majoration de l'impôt sur les sociétés françaises de 25 % en 1997 et 1998 et 10 % en 1996	42	39	3
Divers	- 2	3	- 11
<b>Charge réelle d'impôt du Groupe</b>	<b>301</b>	<b>6</b>	<b>275</b>
Taux effectif d'imposition	<b>30,8 %</b>	0,7 %	38,9 %

La non-reconnaissance d'actifs d'impôts différés sur des pertes de la période encourues par certaines sociétés du Groupe se traduit par une charge d'impôt dans l'analyse du taux effectif d'impôt présentée ci-dessus. D'autres sociétés peuvent bénéficier d'une économie fiscale en utilisant des déficits fiscaux d'exercices antérieurs sur leurs profits de la période, alors que leur structure de résultats ne permettait pas d'anticiper cette économie potentielle auparavant.

En 1998 et 1997, l'économie fiscale relative à l'utilisation de pertes d'exercices antérieurs dans le groupe fiscal composé de Paribas et de ses filiales françaises se monte respectivement à 137 millions d'euros et 348 millions d'euros (effet de 137 millions d'euros et 273 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe). L'activation d'impôts différés générant cette économie fiscale a été rendue possible par l'élargissement de ce groupe fiscal en 1997 à la suite, d'une part des offres publiques d'achat réalisées par la Compagnie Bancaire en juillet 1997 sur Cardif et UFB Locabail, et d'autre part des offres publiques d'échange par la Compagnie Financière de Paribas sur la Compagnie Bancaire et Cetelem en décembre 1997.

## 17 OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES

en millions d'euros	Note	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Comptes à vue et au jour le jour		6 565	6 038	5 144
Comptes à terme		8 041	12 324	14 056
Pensions reçues au jour le jour		183	75	268
Pensions reçues à terme		368	486	1 687
Intérêts à recevoir		91	118	164
Créances douteuses, montant brut		28	48	88
Créances douteuses, provisions	21	- 6	- 5	- 7
<b>Total</b>		<b>15 270</b>	<b>19 084</b>	<b>21 400</b>

L'échéancier des créances à terme sur établissements de crédit (comptes à terme et pensions reçues à terme) est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	26 197	10 293	18 123	9 936	- 56 140	8 409

## 18 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

en millions d'euros	Note	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Créances commerciales		733	590	539
Créances à terme		45 311	44 934	42 343
Comptes ordinaires débiteurs		1 858	1 724	2 246
Intérêts à recevoir		379	373	342
Créances immobilisées, douteuses et litigieuses, montant brut		4 060	4 101	5 170
Créances immobilisées, douteuses et litigieuses, provisions	21	- 2 557	- 2 623	- 3 317
<b>Total</b>		<b>49 784</b>	<b>49 099</b>	<b>47 323</b>

L'échéancier des créances à terme sur la clientèle (créances commerciales et créances à terme) est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	9 822	7 408	18 620	13 265	- 3 072	46 043

## 19 OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Crédit-bail et locations simples, montants bruts	<b>8 234</b>	7 765	7 716
Crédit-bail et locations simples, amortissements et provisions spéciales	<b>- 3 113</b>	- 3 058	- 3 020
Créances douteuses, montant brut	<b>348</b>	502	572
Créances douteuses, provisions	<b>- 173</b>	- 224	- 257
<b>Total</b>	<b>5 296</b>	4 985	5 009

L'échéancier des créances de crédit-bail nettes (hors créances douteuses) est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	513	1 139	3 021	448	0	<b>5 121</b>

## 20 PLACEMENTS DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

en millions d'euros	Valeur nette au bilan au 31 décembre 1998			Plus ou moins-values latentes	
	Placements affectés aux contrats en unités de compte	Autres placements	Total	Autres placements	
Placements immobiliers	226	356	582	0	
Obligations et autres titres à revenus fixe	701	6 660	7 361	930	
OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe	2 258	967	3 225	47	
Autres OPCVM	3 943	0	3 943	22	
Autres placements et créances rattachées	502	406	907	2	
<b>Total 1998</b>	<b>7 630</b>	<b>8 389</b>	<b>16 018</b>	<b>1 001</b>	
Total 1997	5 889	7 856	13 745	494	
Total 1996	4 328	7 460	11 788	423	

La réalisation des plus ou moins-values latentes donnerait lieu à l'attribution d'une participation aux assurés et, dans le cas des obligations, à une dotation (reprise) à la réserve de capitalisation.

## 21 PROVISIONS D'EXPLOITATION BANCAIRE

en millions d'euros	Note	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier		4 250	4 848	4 355
Dotation nette aux provisions de l'exercice	15	527	573	693
Amortissement de créances irrécupérables antérieurement provisionnées		- 468	- 1 007	- 676
Différences de change		- 47	78	68
Variations de périmètre et divers		- 181	- 242	408
<b>Solde au 31 décembre</b>		<b>4 081</b>	<b>4 250</b>	<b>4 848</b>
Les soldes de fin d'exercice se décomposent comme suit :				
• Établissements de crédit	17	6	5	7
• Clientèle	18	2 557	2 623	3 317
• Crédit-bail		205	274	289
• Autres provisions		44	27	19
<b>Provisions déduites de l'actif</b>		<b>2 812</b>	<b>2 929</b>	<b>3 632</b>
• Engagements hors bilan		86	55	89
• Risques pays	40	538	407	217
• Autres provisions		646	859	910
<b>Provisions inscrites au passif</b>		<b>1 269</b>	<b>1 321</b>	<b>1 216</b>
<b>Provisions d'exploitation bancaire</b>		<b>4 081</b>	<b>4 250</b>	<b>4 848</b>

À fin 1998, les provisions risques pays comprennent 318 millions d'euros couvrant les pays considérés comme sensibles de la zone Asie (Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Corée, Philippines), 25 millions d'euros sur la Russie et 195 millions d'euros pour les autres pays.

Les provisions déduites de l'actif comprennent des provisions spécifiques sur les encours de la zone Asie pour 168 millions d'euros.

## 22 TITRES REÇUS EN PENSION LIVRÉE

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Établissements de crédit - comptes au jour le jour	5 942	7 282	2 434
Établissements de crédit - comptes à terme	64 765	42 166	39 746
Clientèle - comptes à terme	981	1 259	1 788
<b>Total</b>	<b>71 688</b>	<b>50 707</b>	<b>43 968</b>

L'échéancier des titres reçus en pension livrée (comptes à terme) est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	122 969	10 683	144	23	- 68 073	65 746

## 23 TITRES DE TRANSACTION

en millions d'euros	Titres cotés	Titres non cotés	Total 31.12.1998	Total 31.12.1997	Total 31.12.1996
Effets publics et assimilés	4 121	–	4 121	4 249	5 923
Obligations et autres titres à revenu fixe	39 023	1 524	40 547	24 663	26 898
Actions et autres titres à revenu variable	6 629	124	6 753	5 578	4 931
Sous-total	49 773	1 648	51 421	34 490	37 752
Instruments conditionnels			14 030	9 927	5 859
<b>Total</b>			<b>65 451</b>	<b>44 417</b>	<b>43 611</b>

Les titres d'OPCVM inclus dans les "autres titres à revenu variable" s'élèvent à 208 millions d'euros au 31 décembre 1998, contre 287 millions d'euros au 31 décembre 1997 et 223 millions d'euros au 31 décembre 1996.

Le montant des titres de transaction prêtés s'élève à 1 743 millions d'euros au 31 décembre 1998, contre 2 802 millions d'euros au 31 décembre 1997 et 5 957 millions d'euros au 31 décembre 1996.

## 24 TITRES DE PLACEMENT

en millions d'euros	Titres cotés	Titres non cotés	Total 31.12.1998	Total 31.12.1997	Total 31.12.1996
Effets publics et assimilés	4 298	–	4 298	4 795	4 328
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 029	195	4 224	6 364	5 141
Actions et autres titres à revenu variable	171	787	958	491	444
<b>Total</b>	<b>8 498</b>	<b>982</b>	<b>9 480</b>	<b>11 650</b>	<b>9 913</b>

Les titres d'OPCVM inclus dans les "autres titres à revenu variable" représentent un montant net de 682 millions d'euros au 31 décembre 1998, contre 345 millions d'euros au 31 décembre 1997 et 310 millions d'euros au 31 décembre 1996.

Le montant des titres de placement prêtés s'élève à 42 millions d'euros au 31 décembre 1998 et est nul au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1996.

Les plus et moins-values latentes sur titres de placement s'élèvent, au 31 décembre 1998 à :

en millions d'euros	Actions	Titres à revenu fixe	Total titres de placement
Valeur brute des titres	1 193	8 587	9 780
Moins-values provisionnées	– 235	– 65	– 300
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>958</b>	<b>8 522</b>	<b>9 480</b>
Plus-values latentes	151	315	466
<b>Valeur estimative au 31 décembre 1998</b>	<b>1 109</b>	<b>8 837</b>	<b>9 946</b>

L'échéancier des titres de placement (effets publics et obligations) est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	3 924	1 393	2 422	1 274	– 491	8 522

## 25 TITRES D'INVESTISSEMENT

en millions d'euros	Titres cotés	Titres non cotés	Total 31.12.1998	Total 31.12.1997	Total 31.12.1996
Effets publics et assimilés	32	–	32	229	230
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 246	959	3 205	3 336	3 727
<b>Total</b>	<b>2 278</b>	<b>959</b>	<b>3 237</b>	<b>3 565</b>	<b>3 957</b>

Le montant des titres d'investissement prêtés s'élève à 272 millions d'euros au 31 décembre 1998, contre 79 millions d'euros au 31 décembre 1997 et au 31 décembre 1996.

L'échéancier des titres d'investissement est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	945	766	1 460	471	– 405	3 237

## 26 VALEURS DE REMBOURSEMENT

au 31 décembre 1998 en millions d'euros	Valeur brute au bilan	Valeur de remboursement	Décote restant à amortir
Titres de placement à revenu fixe	8 587	8 482	– 104
Titres d'investissement	3 237	3 213	– 24

## 27 AUTRES COMPTES D'OPÉRATIONS SUR TITRES

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Intérêts à recevoir :			
• Titres reçus en pension livrée	398	289	346
• Titres de placement à revenu fixe	229	199	212
• Titres de placement à revenu variable	1	23	17
• Titres d'investissement	81	97	114
<b>Sous-total intérêts à recevoir</b>	<b>709</b>	<b>608</b>	<b>689</b>
Compte de règlement relatif aux opérations sur titres	1 384	1 880	1 533
Créances douteuses nettes	15	–	1
<b>Total</b>	<b>2 108</b>	<b>2 488</b>	<b>2 223</b>

## 28 TITRES DE PARTICIPATION

en millions d'euros	31.12.1998			31.12.1997	31.12.1996
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette
Titres de participation	3 370	– 472	2 899	2 898	2 691
Avances d'actionnaires, titres participatifs et créances rattachées aux titres de participation	199	– 18	180	95	94
<b>Total</b>	<b>3 569</b>	<b>– 490</b>	<b>3 079</b>	<b>2 993</b>	<b>2 785</b>

La variation de la valeur nette comptable des titres de participation s'analyse comme suit :

en millions d'euros	1998	1997	1996
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>2 898</b>	<b>2 691</b>	<b>2 247</b>
Acquisitions de l'exercice	655	1 217	622
Cessions de l'exercice :			
• Prix de cession	- 1 418	- 1 693	- 923
• Plus et moins-values	292	154	93
• Prix de revient des titres cédés	- 1 126	- 1 540	- 830
• Reprise de provisions sur titres cédés	91	351	58
• Mouvement net dû aux cessions	- 1 035	- 1 189	- 772
Variation de la provision pour dépréciation	- 52	76	- 163
Mouvements du périmètre de consolidation	425	79	642
Autres mouvements	7	23	115
<b>Valeur nette au 31 décembre</b>	<b>2 899</b>	<b>2 898</b>	<b>2 691</b>

Au 31 décembre 1998, les titres de participation d'une valeur comptable supérieure à 100 millions d'euros sont les titres Aegon, Banca Commerciale Italiana, GIB et Poliet (société déconsolidée suite à cession partielle au second semestre 1998). La valeur estimative au 31 décembre 1998 des titres de participation se compare avec les valeurs comptables de la façon suivante :

en millions d'euros	Valeur nette comptable	Valeur estimative
<b>Fractions du portefeuille évaluées :</b>		
• À la valeur nette comptable	946	946
• Au cours de Bourse	1 532	4 916
• Autres méthodes (actif net réévalué, valeur de négociation...)	421	833
<b>Total</b>	<b>2 899</b>	<b>6 695</b>

## 29 PART DANS L'ACTIF NET DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Quote-part des sociétés financières mises en équivalence	1 822	1 607	1 679
Quote-part des sociétés industrielles et commerciales mises en équivalence	1 145	2 268	2 500
<b>Total</b>	<b>2 967</b>	<b>3 875</b>	<b>4 179</b>

En 1998, la diminution de la quote-part d'actif net dans les sociétés industrielles et commerciales provient essentiellement des cessions des sociétés Ciments Français et Nord-Est, ainsi que la déconsolidation de Poliet et Sema à la suite des cessions partielles du deuxième semestre 1998.

## 30 IMMOBILISATIONS

en millions d'euros	31.12.1998			31.12.1997 Valeur nette	31.12.1996 Valeur nette
	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeur nette		
Terrains et constructions	1 080	- 136	944	909	913
Immeubles en location simple	1 684	- 599	1 085	1 130	1 285
Autres immobilisations	1 637	- 850	787	960	859
<b>Total</b>	<b>4 401</b>	<b>- 1 585</b>	<b>2 816</b>	<b>2 999</b>	<b>3 057</b>

Les amortissements et provisions sur immeubles en location ont été augmentés en 1997 de 152 millions d'euros pour couvrir, en application du principe de prudence, les lignes en moins-values latentes du parc immobilier locatif du groupe Compagnie Bancaire.

Les autres immobilisations comprennent les stocks de promotion immobilière et les immobilisations en remploi de créances : soit 134 millions et 30 millions au 31 décembre 1998.

### 31 ÉCARTS D'ACQUISITION

en millions d'euros	Note	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Valeur nette au 1 <sup>er</sup> janvier		1 261	359	484
Écarts d'acquisition de l'exercice		104	956	- 42
Dotations aux amortissements	14	- 96	- 56	- 88
Différence de conversion		- 2	3	5
Valeur nette au 31 décembre		1 267	1 261	359

L'augmentation des écarts d'acquisition en 1998 provient essentiellement de l'offre publique de retrait obligatoire (OPRO) sur les actions Cetelem, de la correction de l'écart d'acquisition résiduel dégagé sur la Compagnie Bancaire, et de la restructuration du secteur immobilier.

En 1997, le rachat de 47,8 % de la Compagnie Bancaire et 33 % du Cetelem a généré une survaleur globale de 2 142 millions d'euros, qui a été imputée sur les fonds propres du groupe au prorata de la partie financée par l'émission de capital pour 1 499 millions d'euros, soit une survaleur résiduelle de 642 millions d'euros.

Par ailleurs, les acquisitions de 39,5 % de Cardif et 27,9 % d'UFB Locabail ont généré une survaleur totale de 178 millions d'euros.

La décomposition des écarts d'acquisition par secteur d'activité des filiales concernées est la suivante au 31 décembre :

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Banques et sociétés financières et de portefeuille	1 241	1 233	305
Sociétés industrielles et commerciales	26	28	53
<b>Total</b>	<b>1 267</b>	<b>1 261</b>	<b>359</b>

### 32 COMPTES DE RÉGULARISATION ET DIVERS (ACTIF)

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Valeur reçues à l'encaissement	1 384	1 419	1 192
Impôts différés actifs	477	360	-
Autres comptes de régularisation et divers	14 619	10 999	7 709
<b>Total</b>	<b>16 480</b>	<b>12 778</b>	<b>8 901</b>

### 33 OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES (PASSIF)

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Comptes à vue et au jour le jour	7 804	10 289	10 588
Comptes à terme	30 475	34 834	34 404
Valeurs données en pension au jour le jour	351	781	2 004
Valeurs données en pension à terme	804	1 173	2 641
Intérêts à payer	361	504	545
<b>Total</b>	<b>39 794</b>	<b>47 580</b>	<b>50 181</b>

Au 31 décembre 1998, les valeurs données en pension sont constituées pour 1 154 millions d'euros d'effets privés (1 402 millions d'euros au 31 décembre 1997), pour 1 million d'euros d'obligations et de titres à revenus fixes (552 millions d'euros au 31 décembre 1997) et montant nul pour les effets publics au 31 décembre 1998 et au 31 décembre 1997.

L'échéancier des dettes à terme envers les établissements de crédit (comptes à terme et valeurs données en pension à terme) est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	44 983	15 841	18 989	8 389	- 56 923	31 279

## 34 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (PASSIF)

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Comptes à vue et au jour le jour	6 751	5 314	4 300
Comptes à terme	14 532	14 140	11 665
Comptes d'épargne à régime spécial à vue	90	83	56
Comptes d'épargne à régime spécial à terme	180	172	152
Intérêts à payer	204	112	86
<b>Total</b>	<b>21 757</b>	<b>19 820</b>	<b>16 258</b>

Au 31 décembre 1998, les valeurs données en pension incluses dans les comptes à vue et au jour le jour et dans les comptes à terme sont constituées en totalité d'effets privés pour 235 millions d'euros (39 millions d'euros au 31 décembre 1997), et ne comprennent pas d'effets publics.

L'échéancier des dettes à terme envers la clientèle (comptes ordinaires et comptes d'épargne à régime spécial) est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	12 309	704	1 656	355	- 312	14 712

## 35 PROVISIONS TECHNIQUES DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Provisions techniques brutes Vie	15 338	12 728	10 539
Provisions techniques brutes non-Vie	543	592	451
<b>Total</b>	<b>15 881</b>	<b>13 320</b>	<b>10 990</b>

Le poste inclut la réserve de capitalisation, alimentée lors de la vente de valeurs mobilières amortissables et dont l'objet est de réserver une partie des plus-values nettes dégagées pour maintenir le rendement actuariel des titres.

Son montant au 31 décembre 1998 est de 129 millions d'euros (123 millions d'euros au 31 décembre 1997 et 109 millions d'euros au 31 décembre 1996).

## 36 TITRES DONNÉS EN PENSION LIVRÉE

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Établissements de crédit - Comptes au jour le jour	9 617	7 069	5 917
Établissements de crédit - Comptes à terme	64 973	43 957	43 116
Clientèle - Comptes au jour le jour	261	483	46
Clientèle - Comptes à terme	3 157	3 469	2 724
<b>Total</b>	<b>78 008</b>	<b>54 978</b>	<b>51 802</b>

Au 31 décembre 1998, les titres donnés en pension livrée concernant les établissements de crédit sont constitués pour 64 855 millions d'euros d'effets publics (46 373 millions d'euros au 31 décembre 1997), pour 9 387 millions d'euros

d'obligations et de titres à revenus fixes (4 652 millions d'euros au 31 décembre 1997) et pour 348 millions d'euros de titres à revenus variables (1 million d'euros au 31 décembre 1997).

Les titres donnés en pension livrée clients sont constitués pour 1 691 millions d'euros d'effets publics (2 053 millions d'euros au 31 décembre 1997) et pour 1 727 millions d'euros d'obligations et de titres à revenus fixes (1 899 millions d'euros au 31 décembre 1997).

L'échéancier des titres donnés en pension livrée est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	125 976	9 746	490	-	- 68 082	<b>68 130</b>

### 37 TITRES DE TRANSACTION (PASSIF)

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Instruments conditionnels vendus	<b>15 132</b>	9 947	6 232
Ventes de titres à découvert et dettes sur titres et créances empruntés	<b>38 696</b>	23 625	23 527
<b>Total</b>	<b>53 828</b>	33 573	29 759

### 38 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Emprunts obligataires	<b>8 998</b>	12 271	10 920
Titres du marché interbancaire, titres de créances négociables et autres dettes représentées par un titre	<b>15 103</b>	14 741	15 766
<b>Total</b>	<b>24 101</b>	27 012	26 686

À compter de 1998, les Medium Term Notes (MTN) émis sont classés en titres de créances négociables, alors qu'ils figuraient précédemment en emprunts obligataires. Les chiffres présentés pour les exercices 1997 et 1996 ont été retraités de manière identique.

Au 31 décembre 1998, l'échéancier des emprunts obligataires du Groupe par devise et par nature de taux selon les clauses des contrats d'émission est le suivant :

Devises d'émission en millions d'euros	Taux moyen	Encours	1999	2000	2001	2002	2003	2004 2008	Au-delà de 2008
Franc français	Variable	<b>1 580</b>	443	499	30	-	242	366	-
	7,01 %	<b>5 960</b>	78	868	910	152	-	3 404	548
Deutsch Mark	Variable	-	-	-	-	-	-	-	-
	6,00 %	<b>153</b>	-	153	-	-	-	-	-
Euro	Variable	-	-	-	-	-	-	-	-
	6,81 %	<b>450</b>	200	-	100	-	-	150	-
Autres devises zone euro	Variable	<b>20</b>	-	-	-	20	-	-	-
	9,15 %	<b>360</b>	50	37	-	66	-	207	-
<i>Sous-total zone euro</i>	<i>Variable</i>	<b>1 600</b>	<i>443</i>	<i>499</i>	<i>30</i>	<i>20</i>	<i>242</i>	<i>366</i>	<i>-</i>
	<i>6,95 %</i>	<b>6 923</b>	<i>328</i>	<i>1 058</i>	<i>1 010</i>	<i>218</i>	<i>-</i>	<i>3 761</i>	<i>548</i>
Dollar US	Variable	<b>86</b>	-	-	-	86	-	-	-
	5,79 %	<b>1 071</b>	-	-	-	1 071	-	-	-
Yen	Variable	<b>75</b>	75	-	-	-	-	-	-
	5,30 %	<b>114</b>	-	-	114	-	-	-	-
Autres devises	Variable	-	-	-	-	-	-	-	-
	7,50 %	<b>3</b>	-	-	-	-	3	-	-
<i>Sous-total</i>		<b>9 873</b>	<i>846</i>	<i>1 557</i>	<i>1 154</i>	<i>1 395</i>	<i>245</i>	<i>4 127</i>	<i>548</i>
Détenus par des sociétés intégrées		<b>- 875</b>							
<b>Encours net</b>		<b>8 998</b>							

L'échéancier des autres dettes représentées par un titre (titres du marché interbancaire et titres de créances négociables) est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	7 313	2 198	4 238	2 182	- 828	15 103

## 39 AUTRES COMPTES D'OPÉRATIONS SUR TITRES (PASSIF)

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Intérêts à payer :			
• Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	285	323	284
• Obligations	258	512	483
• Titres donnés en pension livrée	636	409	433
<b>Sous-total intérêts à payer</b>	<b>1 179</b>	<b>1 244</b>	<b>1 200</b>
Bons de caisse et bons d'épargne	51	66	65
Compte de règlement relatif aux opérations sur titres	1 833	3 029	1 692
<b>Total</b>	<b>3 063</b>	<b>4 339</b>	<b>2 957</b>

L'échéancier des bons de caisse et bons d'épargne est le suivant au 31 décembre 1998 :

Échéance	Inférieure à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Éliminations intra-groupe	Total 31.12.1998
en millions d'euros	10	27	14	0	0	51

## 40 COMPTES DE RÉGULARISATION, PROVISIONS ET DIVERS

en millions d'euros	Note	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Comptes de régularisation et créditeurs divers		13 383	9 946	8 315
Impôts différés		431	341	274
Écarts d'acquisition négatifs		35	41	48
Provisions pour engagements hors bilan, risques d'exploitation bancaire et risques sur titres de participation		869	1 191	1 123
Provisions pour risques pays	21	538	407	217
Provisions pour retraites et avantages assimilés		240	168	185
<b>Total</b>		<b>15 496</b>	<b>12 094</b>	<b>10 162</b>

Les provisions pour retraites couvrent les engagements résiduels résultant de l'intégration des banques françaises dans le régime ARRCO-AGIRC, les indemnités de départ, les autres avantages liés à l'ancienneté, les engagements au titre des régimes supplémentaires ainsi que ceux liés aux cessations anticipées d'activité. Elles ne comprennent pas les écarts actuariels étalés sur 15 ans, qui se montent à 59 millions d'euros au 31 décembre 1998.

## 41 DETTES SUBORDONNÉES

Au 31 décembre 1998, l'échéancier des dettes subordonnées par devise, selon les clauses des contrats d'émission, est le suivant :

Devises d'émission en millions d'euros	Encours	1999	2000	2001	2002	2003	2004 2008	Au-delà de 2008	Indé- terminée
<b>Dettes subordonnées et titres remboursables :</b>									
• Franc français	501	-	152	-	-	-	-	349	-
• Franc luxembourgeois	254	-	49	-	-	-	174	31	-
• Euro	600	-	-	-	-	-	-	600	-
<i>Sous-total zone euro</i>	<b>1 355</b>	-	201	-	-	-	174	980	-
• Dollar US	1 212	5	4	-	-	-	253	756	194
• Autres devises	54	-	44	-	-	-	10	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>2 621</b>	5	249	-	-	-	437	1 736	194
<b>Titres participatifs et titres subordonnés à durée indéterminée :</b>									
• Franc français	195	-	-	-	-	153	3	39	-
• Dollar US	171	-	-	-	-	-	-	171	-
<b>Sous-total</b>	<b>366</b>	-	-	-	-	153	3	210	-
Intérêts à payer	49	-	-	-	-	-	-	-	49
<b>Total</b>	<b>3 036</b>	5	249	-	-	153	440	1 946	243

Au 31 décembre 1998, deux émissions effectuées par le Groupe représentent individuellement plus de 10 % du total des dettes subordonnées : 400 millions de dollars (343 millions d'euros) émis en juillet 1998 au taux de 6,95 % à échéance juillet 2013 et 600 millions d'euros émis en août 1998 au taux de 5,625 % à échéance août 2008.

## 42 CAPITAL SOCIAL

### a) Répartition du capital

nombre de titres	Actions émises	Autocontrôle	Net en circulation
<b>Au 31 décembre 1995</b>	120 198 109	3 271 595	116 926 514
Levées d'options	179 095	-	179 095
Réinvestissement de dividendes	3 770 674	468 291	3 302 383
Mouvements sur actions d'autocontrôle et actions propres	-	10 959 738	- 10 959 738
<b>Au 31 décembre 1996</b>	124 147 878	14 699 624	109 448 254
Levées d'options	1 079 989	-	1 079 989
Réinvestissement de dividendes	220 188	-	220 188
Émissions d'actions	40 558 235	-	40 558 235
Mouvements sur actions d'autocontrôle et actions propres	-	- 410 261	410 261
<b>Au 31 décembre 1997</b>	166 006 290	14 289 363	151 716 927
Conversion d'obligations en actions	498 092	-	498 092
Levées d'options	1 227 285	- 70 018	1 297 303
Plan d'Actionariat	1 071 759	-	1 071 759
Rémunération des minoritaires	1 642 374	-	1 642 374
Annulation de titres	- 8 705 971	- 8 303 565	- 402 406
Mouvements sur actions d'autocontrôle et actions propres	-	2 154 903	- 2 154 903
<b>Au 31 décembre 1998</b>	161 739 829	8 070 683	153 669 146

Les actions sont entièrement libérées et le nominal qui était de 50 francs (7,62 euros) a été porté à 100 francs (15,24 euros) lors de l'absorption de la Compagnie Financière de Paribas par la Banque Paribas.

#### b) Options de souscription et d'achat d'actions

En application de l'autorisation donnée par l'assemblée générale de la Banque Paribas du 19 mai 1994 et des résolutions de celle du 11 mai 1998 constatant la substitution de Paribas aux sociétés absorbées (Compagnie Financière de Paribas, Compagnie Bancaire, Compagnie de Navigation Mixte) dans les engagements afférents aux autorisations d'attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions au profit des salariés et des mandataires sociaux, il existait, au 31 décembre 1998, 3 792 267 options de souscription au prix moyen de 48 euros et 7 485 060 options d'achat au prix moyen de 60 euros.

## 43 OPÉRATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

au 31 décembre 1998 en millions d'euros	Sociétés liées	Sociétés avec lien de participation
<b>Actif</b>		
Opérations de trésorerie et interbancaires	0	602
Opérations avec la clientèle	25	120
Titres de transaction	0	0
Titres d'investissement	0	0
Titres de placement	0	0
Avances d'actionnaires	0	0
<b>Passif</b>		
Opérations de trésorerie et interbancaires	0	10
Opérations avec la clientèle	21	17
<b>Hors-bilan</b>		
Engagements donnés, établissements de crédit :		
• Engagements de garantie	0	2
Engagements donnés, clientèle :		
• Engagements de financement	5	292
• Engagements de garantie	3	51

## 44 INFORMATIONS SECTORIELLES

### a) Contributions par zone d'implantation géographique

au 31 décembre 1998 en millions d'euros	Zone d'implantation	Total
Produit global d'exploitation bancaire	France	3 506
	Étranger	2 160
<b>Total</b>		<b>5 666</b>
Crédits à la clientèle	France	27 432
	Étranger	22 352
<b>Total</b>		<b>49 784</b>
Dépôts de la clientèle	France	6 459
	Étranger	15 298
<b>Total</b>		<b>21 757</b>
Total du bilan	France	103 576
	Étranger	161 539
<b>Total</b>		<b>265 115</b>
Effectifs des sociétés intégrées globalement	France	11 710
	Étranger	9 390
<b>Total</b>		<b>21 100</b>

### b) Produit d'exploitation bancaire selon les principaux pays d'implantation

en 1998 en millions d'euros	Note	Intérêts et produits assimilés	Note	Commissions nettes	Note	Gains ou pertes sur opérations financières et diverses
France		5 224		521		934
Allemagne		129		13		27
Espagne		237		39		8
Italie		638		- 39		134
Luxembourg		350		13		41
Royaume-Uni		1 763		108		379
Suisse		116		84		62
Autres pays de l'Europe de l'Ouest		148		10		- 8
Amérique du Nord		1 911		88		68
Asie		582		47		42
Autres		76		4		- 7
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>11 174</b>	<b>7</b>	<b>888</b>	<b>8</b>	<b>1 680</b>

**c) Répartition géographique des encours de trésorerie et interbancaires, des crédits à la clientèle et du crédit-bail**

La décomposition par origine géographique des débiteurs (ou le cas échéant de l'organisme garantissant l'engagement) fait apparaître la répartition suivante :

en millions d'euros	31.12.1998			Total	31.12.1997	31.12.1996
	Opérations de trésorerie et interbancaires	Opérations avec la clientèle	Opérations de crédit-bail		Total	Total
France	3 006	22 377	3 944	<b>29 327</b>	30 918	35 705
Allemagne	1 120	643	76	<b>1 839</b>	1 848	836
Espagne	245	2 145	18	<b>2 408</b>	2 184	2 044
Italie	652	1 997	409	<b>3 058</b>	2 283	3 006
Royaume-Uni	1 773	2 377	665	<b>4 815</b>	4 666	6 076
Autres pays de l'Europe de l'Ouest	3 761	3 208	71	<b>7 040</b>	7 107	3 990
Amérique du Nord	2 236	8 220	0	<b>10 456</b>	12 115	8 300
Amérique Centrale et du Sud	188	1 851	0	<b>2 039</b>	1 456	1 048
Asie	1 942	3 396	0	<b>5 338</b>	7 210	7 436
Autres	347	3 570	113	<b>4 030</b>	3 381	5 291
<b>Total</b>	<b>15 270</b>	<b>49 784</b>	<b>5 296</b>	<b>70 350</b>	<b>73 168</b>	<b>73 732</b>

## 45 DÉCOMPOSITION DES ENCOURS PAR DEVISE

au 31 décembre 1998 en millions d'euros	Devises Zone Euro	Livre sterling	Dollar US	Franc suisse	Yen	Autres devises	Total
Actifs	142 770	8 574	62 348	3 059	42 299	6 065	<b>265 115</b>
Passifs	135 793	9 431	67 873	3 496	41 492	7 030	<b>265 115</b>
Hors-bilan ferme	- 6 719	967	4 555	1 524	- 592	289	<b>24</b>
Différentiel	258	110	- 970	1 087	215	- 676	<b>24</b>
Positions conditionnelles	- 1 285	523	1 033	- 134	- 152	3	<b>- 12</b>
Crédits à la clientèle	30 356	2 216	16 216	692	916	- 612	<b>49 784</b>
Dépôts à la clientèle	9 307	1 117	8 907	731	407	1 288	<b>21 757</b>

La ligne "Différentiel" regroupe les positions structurelles (fonds propres des filiales et succursales étrangères), dont les variations n'affectent pas en tout état de cause le résultat, et les positions opérationnelles. Compte tenu de la gestion dynamique de ces dernières, la situation présentée ci-dessus est susceptible de variations substantielles en cours d'exercice.

## 46 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS ÉVENTUELS

### a) Engagements de financement, de garanties, sur titres et opérations de change

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement :			
• Engagements en faveur d'établissements de crédit	3 160	5 194	4 621
• Engagements en faveur de la clientèle	27 270	30 406	27 377
Engagements de garantie :			
• Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 918	6 699	4 385
• Engagements d'ordre de la clientèle	12 133	12 581	11 726
Engagements sur titres :			
• Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	–	–	–
• Autres titres à livrer	6 081	4 529	4 946
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement :			
• Engagements reçus d'établissements de crédit	7 218	11 446	10 464
Engagements de garantie :			
• Engagements reçus d'établissements de crédit	2 582	2 435	3 432
Engagements sur titres :			
• Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	–	–	–
• Autres titres à recevoir	5 825	4 611	5 520
<b>Opérations de change fermes :</b>			
• À recevoir	186 961	180 888	127 383
• À livrer	186 031	180 327	127 836

### b) Instruments financiers à terme

en millions d'euros	Activité de transaction	Gestion de trésorerie	Total 31.12.1998	Total 31.12.1997	Total 31.12.1996
<b>Opérations fermes</b>					
Opérations sur marchés organisés :					
• Contrats à terme (taux, change, actifs financiers)	139 756	17 850	157 607	158 507	81 575
Opérations de gré à gré :					
• Accords de taux futurs	50 555	3 277	53 832	46 803	26 800
• Swaps de taux	1 069 910	91 483	1 161 393	981 413	705 100
• Swaps de change	81 401	5 058	86 459	83 209	71 056
• Autres	10 783	241	11 024	8 019	2 898
<b>Opérations conditionnelles</b>					
Opérations sur marchés organisés :					
• Achat, options de taux	16 671	–	16 671	17 513	25 537
• Vente, options de taux	31 732	–	31 732	41 490	3 003
• Achat, options de change	131	–	131	18	147
• Vente, options de change	–	–	–	–	208
• Achat, autres options	3 629	135	3 764	2 900	2 012
• Vente, autres options	4 044	213	4 257	3 014	2 223
Opérations de gré à gré :					
• Achat, contrats de taux plafond et plancher	91 758	2 422	94 180	78 250	58 049
• Vente, contrats de taux plafond et plancher	108 263	2 847	111 110	97 419	80 869
• Achat, swaptions de taux	72 443	51	72 494	73 972	42 648
• Vente, swaptions de taux	90 970	–	90 970	84 770	54 492
• Achat, swaptions de devises	75	–	75	121	248
• Vente, swaptions de devises	–	–	–	–	41
• Achat, options de taux	2 403	167	2 570	6 015	7 334
• Vente, options de taux	2 563	171	2 734	9 799	6 945
• Achat, options de change	63 284	1 022	64 306	80 255	29 164
• Vente, options de change	65 621	1 022	66 643	83 934	30 683
• Achat, autres instruments	36 172	12	36 184	22 813	15 468
• Vente, autres instruments	60 705	–	60 705	18 933	15 113

Les montants ci-dessus ne reflètent que le seul volume d'intervention du Groupe dans chacun des types d'instruments distingués et ne donnent pas d'indications sur les risques de marché qui y sont attachés, certains instruments étant utilisés en couverture d'autres. Les sociétés du Groupe contrôlent leurs risques de contrepartie, de taux et de change sur ces instruments au moyen de procédures internes limitant le montant des engagements par type de contrepartie ainsi que le montant des positions résiduelles de taux et de change.

Pour les opérations fermes et conditionnelles, les engagements représentent l'addition des montants notionnels d'achats et de ventes d'instruments (toutefois, pour les swaps, seule la contrevaletur du montant prêté est prise en compte). La rubrique "Autres" comprend les instruments du type options sur matières premières et métaux précieux et options sur indices boursiers et actions.

Les opérations sur marchés organisés sont présentées après compensation entre achats et ventes de contrats de même nature et de même échéance.

L'équivalent risque de crédit sur les instruments financiers à terme au 31 décembre 1998 est de :

en millions d'euros	
Valeur liquidative nette	10 235
Complément équivalent crédit réglementaire	13 525
<b>Total</b>	<b>23 760</b>

### c) Durée restant à courir

en millions d'euros	Total 31.12.1998	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
<b>Opérations fermes</b>				
Opérations sur marchés organisés :				
• Contrats à terme (taux, change, actifs financiers)	<b>157 607</b>	110 556	47 051	–
Opérations de gré à gré :				
• Accords de taux futurs	<b>53 832</b>	24 350	21 834	7 648
• Swaps de taux	<b>1 161 393</b>	525 333	471 065	164 996
• Swaps de change	<b>86 459</b>	77 022	6 089	3 347
• Autres	<b>11 024</b>	3 456	5 141	2 427
<b>Opérations conditionnelles</b>				
Opérations sur marchés organisés :				
• Achat, options de taux	<b>16 671</b>	15 170	1 501	–
• Vente, options de taux	<b>31 732</b>	30 438	1 294	–
• Achat, options de change	<b>131</b>	131	–	–
• Vente, options de change	–	–	–	–
• Achat, autres options	<b>3 764</b>	3 764	–	–
• Vente, autres options	<b>4 257</b>	4 257	–	–
Opérations de gré à gré :				
• Achat, contrats de taux plafond et plancher	<b>94 180</b>	42 600	38 200	13 380
• Vente, contrats de taux plafond et plancher	<b>111 110</b>	50 258	45 067	15 785
• Achat, swaptions de taux	<b>72 494</b>	32 791	29 404	10 299
• Vente, swaptions de taux	<b>90 970</b>	41 148	36 898	12 924
• Achat, swaptions de devises	<b>75</b>	66	5	3
• Vente, swaptions de devises	–	–	–	–
• Achat, options de taux	<b>2 570</b>	1 163	1 043	365
• Vente, options de taux	<b>2 734</b>	1 237	1 109	388
• Achat, options de change	<b>64 306</b>	57 287	4 529	2 490
• Vente, options de change	<b>66 643</b>	59 370	4 693	2 580
• Achat, autres instruments	<b>36 184</b>	11 345	16 874	7 965
• Vente, autres instruments	<b>60 705</b>	19 033	28 309	13 363

#### **d) Litiges fiscaux**

Au sein des sociétés intégrées globalement, Paribas (au titre de la Compagnie Financière de Paribas et de la Banque Paribas) et ses succursales de Milan et Madrid notamment, ainsi que certaines de ses filiales, ont fait l'objet de vérifications fiscales ayant abouti à des notifications de redressement. Les discussions qui ont eu lieu avec les administrations fiscales ou qui sont en cours ont permis de déterminer les provisions nécessaires. Certains points de ces notifications sont par ailleurs contestés par le Groupe Paribas et font donc l'objet de contentieux.

---

## **47 RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS**

---

Les rémunérations de toutes natures, perçues au cours de l'exercice 1998 par les membres du Conseil de Surveillance au titre des fonctions qu'ils exercent dans l'ensemble des sociétés du Groupe, s'élèvent à 1,8 millions d'euros ; celles du Comité Exécutif s'établissent à 6,2 millions d'euros, dont 0,4 millions d'euros de jetons de présence.

---

## **48 OPÉRATIONS INTERVENUES DEPUIS LA CLÔTURE DES COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 1998**

---

Le 12 février 1999, à la suite de l'annonce du rapprochement avec Paribas, la Société Générale a lancé une offre publique d'échange sur les titres Paribas (cf. note 1). La clôture de l'offre interviendra le 18 mars 1999. Le rapport d'échange est de 5 actions Société Générale à émettre contre 8 actions Paribas.

Par ailleurs, en janvier 1999, Paribas a cédé à Saint-Gobain, le solde de sa participation dans Poliet.

## 49 BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIÉS AU BALO

Les bilans et comptes de résultats présentés ci-dessous correspondent à l'application stricte des dispositions réglementaires, sans séparation des activités cédées ni intégration des filiales d'assurance contrôlées (Groupe Cardif).

### Bilan consolidé publié au BALO

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
<b>ACTIF</b>			
Caisse, Banques centrales, CCP	812	143	312
Effets publics et valeurs assimilées	8 507	9 320	12 366
Créances sur les établissements de crédit :			
• À vue	11 781	13 322	9 527
• À terme	73 664	55 410	58 612
Créances sur la clientèle :			
• Créances commerciales	859	644	1 727
• Autres concours à la clientèle	48 384	48 034	57 768
• Comptes ordinaires débiteurs	1 946	1 875	4 990
Opérations de crédit-bail et assimilées	5 296	4 985	5 375
Obligations et autres titres à revenu fixe	48 250	36 263	47 794
Actions et autres titres à revenu variable	7 830	4 473	4 533
Participations, activités de portefeuille et parts dans les entreprises liées	3 144	3 073	2 897
Participations et parts dans les entreprises liées, mises en équivalence :			
• Non financières	1 150	2 612	2 776
• Financières	2 239	1 607	1 699
Immobilisations incorporelles	89	77	105
Immobilisations corporelles	2 691	3 007	3 149
Autres actifs	18 863	13 822	10 052
Comptes de régularisation	11 766	10 277	8 017
Écarts d'acquisition	1 267	1 261	405
<b>Total de l'actif</b>	<b>248 538</b>	<b>210 205</b>	<b>232 104</b>

en millions d'euros	Note	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
<b>PASSIF</b>				
Banques centrales, CCP		<b>74</b>	218	521
Dettes envers les établissements de crédit :				
• À vue		<b>17 544</b>	16 705	20 611
• À terme		<b>95 985</b>	80 746	86 159
Comptes créditeurs de la clientèle :				
• Comptes d'épargne à régime spécial				
- À vue		<b>92</b>	94	2 279
- À terme		<b>181</b>	173	3 664
• Autres dettes				
- À vue		<b>6 895</b>	6 225	10 401
- À terme		<b>18 218</b>	17 971	20 405
Dettes représentées par un titre :				
• Bons de caisse		<b>53</b>	71	2 105
• Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		<b>15 437</b>	15 871	18 922
• Emprunts obligataires		<b>10 045</b>	12 602	12 167
Autres passifs		<b>59 486</b>	39 266	34 265
Comptes de régularisation		<b>9 681</b>	7 331	7 257
Écart d'acquisition		<b>35</b>	42	48
Provisions pour risques et charges		<b>1 634</b>	1 771	1 847
Dettes subordonnées		<b>3 027</b>	1 676	2 132
Capital souscrit		<b>2 465</b>	1 265	946
Primes d'émission, d'apport et de fusion		<b>183</b>	5 094	4 187
Situation nette :				
• Part du Groupe				
- Réserves		<b>5 301</b>	820	351
- Résultat		<b>1 002</b>	1 002	663
• Part des minoritaires				
- Réserves		<b>1 057</b>	918	2 983
- Résultat		<b>143</b>	344	191
<b>Total du passif</b>		<b>248 538</b>	210 205	232 104

En cas de réalisation de l'offre publique d'échange proposée par la Société Générale sur les actions Paribas, les écritures relatives à la provision pour coûts de restructuration et d'intégration, nette d'impôt, réduiront le résultat net part du Groupe de 400 millions d'euros et augmenteront d'autant le poste "Comptes de régularisation, provisions et divers" (voir note 1).

## Compte de résultat publié au BALO

en millions d'euros	31.12.1998	31.12.1997	31.12.1996
Intérêts et produits assimilés :	<b>11 042</b>	10 745	12 694
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	<b>3 851</b>	3 247	3 352
• Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	<b>4 162</b>	4 176	5 083
• Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	<b>849</b>	1 257	2 045
• Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	<b>2 178</b>	2 065	2 211
• Autres intérêts et produits assimilés	<b>2</b>	-	3
Intérêts et charges assimilées :	<b>- 10 025</b>	- 9 668	- 10 978
• Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	<b>- 5 404</b>	- 4 792	- 5 246
• Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	<b>- 1 078</b>	- 1 071	- 1 380
• Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	<b>- 1 776</b>	- 2 161	- 2 637
• Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	<b>- 1 767</b>	- 1 642	- 1 714
• Autres intérêts et charges assimilées	<b>-</b>	- 2	- 1
Revenus des titres à revenu variable	<b>144</b>	159	162
Commissions (produits)	<b>1 489</b>	1 185	1 213
Commissions (charges)	<b>- 588</b>	- 389	- 310
Gains sur opérations financières :	<b>1 525</b>	1 494	1 355
• Solde en bénéfice des opérations sur titres de transaction	<b>- 259</b>	512	744
• Solde en bénéfice (perte) des opérations sur titres de placement	<b>148</b>	106	104
• Solde en bénéfice des opérations de change	<b>- 42</b>	199	23
• Solde en bénéfice (perte) des opérations sur instruments financiers	<b>1 678</b>	677	484
Autres produits d'exploitation bancaire :	<b>703</b>	572	589
• Autres produits d'exploitation bancaire	<b>292</b>	281	346
• Autres produits d'exploitation non bancaire	<b>411</b>	291	243
Charges générales d'exploitation :	<b>- 3 235</b>	- 2 901	- 3 278
• Frais de personnel	<b>- 1 962</b>	- 1 734	- 2 019
• Autres frais administratifs	<b>- 1 273</b>	- 1 167	- 1 259
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	<b>- 250</b>	- 212	- 262
Autres charges d'exploitation :	<b>- 177</b>	- 152	- 200
• Autres charges d'exploitation bancaire	<b>- 128</b>	- 113	- 163
• Autres charges d'exploitation non bancaire	<b>- 49</b>	- 39	- 37
Solde en perte des corrections de valeur des créances et du hors-bilan	<b>- 562</b>	- 600	- 851
Solde en bénéfice des corrections de valeur sur immobilisations financières	<b>727</b>	672	772
<b>Résultat ordinaire avant impôt</b>	<b>793</b>	<b>905</b>	<b>906</b>
Impôt sur les bénéfices	<b>- 261</b>	- 61	- 310
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	<b>613</b>	502	258
• Non financières	<b>200</b>	250	77
• Financières	<b>413</b>	252	181
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 145</b>	<b>1 346</b>	<b>854</b>
<b>Part du Groupe</b>	<b>1 002</b>	<b>1 002</b>	<b>663</b>
<b>Part des intérêts minoritaires</b>	<b>143</b>	<b>344</b>	<b>191</b>

En cas de réalisation de l'offre publique d'échange proposée par la Société Générale sur les actions Paribas, les écritures relatives à la provision pour coûts de restructuration et d'intégration modifieront le compte de résultat de l'exercice 1998 de la façon suivante :

Provision pour coûts de restructuration et d'intégration, nette d'impôt (note 1)	<b>- 400</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>602</b>
<b>Résultat net par action (en euros) *</b>	<b>3,92</b>

\* Nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

153 795 045

110 670 396

109 512 409

## 50 SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE PARIBAS

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Paribas	France	1	100,0	100,0	100,0	100,0
<b>Services financiers spécialisés</b>						
<b>Cetelem</b>						
Cetelem	France	1	100,0	100,0	97,8	30,6
Accea Finances	France	1	99,9	100,0	64,8	30,6
Antee	France	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Attijari Cetelem	Maroc	1	50,0	50,0	32,4	
Banco Cetelem Argentine	Argentine	1	60,0	60,0		
Cetelem CR	République tchèque	1	65,0	65,0	32,4	
Cetelem Belgium	Belgique	1	60,0	60,0	38,3	18,1
Cetelem Benelux BV	Pays-Bas	1	99,9	100,0	64,5	30,5
Cetelem Expansao	Portugal	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Cetelem Expansion	France	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Cetelem Gestion Argentine	Argentine	1	100,0	100,0		
Cetelem Immobilier	France	1	100,0	100,0	65,8	31,1
Cetelem Sfac	Portugal	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Clariance	France	1	99,9	100,0	64,8	30,6
Cofica	France	1	99,9	99,9	64,8	30,7
Cofica Bail	France	1	99,9	100,0	64,8	30,6
Cofiplan	France	1	100,0	100,0	80,5	
Cofiplus	France	1	99,9	100,0	64,8	30,6
Compagnie Médicale de Financement de Voitures	France	1	99,9	100,0	64,8	30,6
Crédial	France	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Dartem	France	1	50,0	50,0		
Effico Sarl	France	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Eurocredito	Espagne	1	80,0	80,0	52,0	24,1
Fidem	France	1	51,0	51,0	57,9	29,3
Fimestic	Espagne	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Fimestic Expansion	Espagne	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Fimestic Gestion AIE	Espagne	1	99,0	100,0	63,8	30,2
Fimestic Servicios Informaticos AIE	Espagne	1	68,0	69,0	44,2	20,4
Foncière de Cetelem	France	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Inchape Finance	France	1	51,0	51,0	32,4	15,3
Klébail SA	France	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Loisirs Finance SA	France	1	51,0	51,0		
Magyar Cetelem	Hongrie	1	74,6	74,6		
Neuilly Contentieux	France	1	94,7	94,7	60,9	29,1
Neuilly Gestion	France	1	98,6	99,1	63,8	31,1
Norrskan Finance	France	1	51,0	51,0		
SA Leval 3	France	1	100,0	100,0	64,8	30,2
Sofracem	France	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Soservi	France	1	100,0	100,0	64,8	30,6
Systema Informaticos y Comunicacion	Espagne	1	61,0	61,0	97,2	
Cetelem Nederland BV	Pays-Bas	1	99,9	100,0	64,8	30,6

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
<b>UCB</b>						
UCB	France	1	99,9	99,9	97,2	46,0
Banca UCB	Italie	1	100,0	100,0	97,2	46,0
Carnegie & Cie	France	1	99,9	100,0	97,2	46,0
CB UK (actions B)	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	97,2	46,0
Klerim & Cie	France	1	99,9	100,0	97,2	46,0
Prêts & Services	France	1	99,9	100,0	97,2	
SNC Corelim	France	1	99,9	100,0		
UCI Grupo	Espagne	1	50,0	50,0	48,1	22,8
UCB Bail	France	1	99,9	100,0	97,2	46,0
UCB Group	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	97,2	46,0
UCB Entreprise	France	1	99,9	100,0		
UCB Locabail Immobilier	France	1	99,9	100,0	97,2	46,0
UCB Socabail Immobiliare	Italie	1	100,0	100,0	97,2	46,0
<b>UFB</b>						
UFB Locabail	France	1	100,0	100,0	97,2	33,0
Attijari Locabail	Maroc	1	50,0	50,0		
Business Village	France	1	100,0	100,0		
Case Credit Europe	France	1	50,0	50,0	48,1	
Case Credit UK Ltd	Royaume-Uni	1	50,0	50,0	49,1	
Case Leasing	Allemagne	1	50,0	50,0		
CB UK (actions A)	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	97,2	35,3
Diamond Finance	Royaume-Uni	1	60,0	60,0	57,9	
Fac Location SNC	France	1	100,0	100,0	97,2	33,0
Finer	Italie	1	60,0	60,0	57,9	
Loca SNC	France	1			97,2	33,0
Locabail UK	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	97,2	33,0
Locabail International Finance	Bermudes	1				34,4
Massilia Bail	France	1	100,0	100,0	97,2	33,0
Norbail Location SNC	France	1	100,0	100,0	97,2	33,0
Norbail SNC	France	1	100,0	100,0	97,2	33,0
SA Finance et Gestion	France	1	70,0	70,0	67,8	23,2
Same Deutz-Fahr Finance	France	1	100,0	100,0		
Same Deutz-Fahr Finance UK	Royaume-Uni	1	100,0	100,0		
Savelme SNC	France	1	100,0	100,0	97,2	33,0
Services & Finances	France	1	51,0	51,0	49,1	16,7
Socappa	France	1	99,9	99,9	97,2	33,0
UFB Factoring Italia	Italie	1	100,0	100,0	97,2	35,8
UFB Finfactor	Espagne	1	100,0	100,0	97,2	35,8
UFB Kredit Bank	Allemagne	1	100,0	100,0	97,2	33,9
UFB Leasing Italia	Italie	1	100,0	100,0	97,2	35,8
UFB Locabail Deutschland	Allemagne	1	99,9	100,0	97,2	33,9
UFB Systema Leasing	Allemagne	1	100,0	100,0	97,2	33,9
UFB-Group	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	97,2	35,3
Unifactors Belgium	Belgique	1	100,0	100,0	97,2	35,8

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
<b>Arval</b>						
Arval Belgium	Belgique	1	74,3	95,0	63,1	36,7
Arval Espana	Espagne	1	99,8	99,9	97,2	
Arval Italie	Italie	1	55,0	55,0	53,0	10,7
Arval Luxembourg	Luxembourg	1	74,3	100,0		
Arval Service Lease	France	1	100,0	100,0	97,2	33,0
Cofiparc SNC	France	1	99,9	100,0	72,7	30,6
Compagnie Générale de Location Industrielle	France	1	100,0	100,0	97,2	21,8
<b>Autres</b>						
Crédit Moderne - Antilles	France	1	80,0	100,0	77,7	54,7
Crédit Moderne - Guyanne	France	1	80,0	100,0	74,3	58,2
Crédit Moderne - Océan Indien	France	1	77,1	97,1	73,1	56,6
Kléline SA	France	1	96,6	98,0	59,9	27,4
<b>Gestion d'actifs et services bancaires</b>						
<b>Cortal</b>						
Banque Cortal	France	1	100,0	100,0	97,2	46,0
Cortal Bank Luxembourg	Luxembourg	1	100,0	100,0	57,9	27,4
Cortal Direct	Afrique du Sud	1	50,0	50,0	48,1	
Gerfonds	France	1	100,0	100,0	97,2	45,5
Institut de Télémarketing	France	1	99,9	99,9	97,2	46,0
SNC Cortal Fund Management	France	1	100,0	100,0	97,2	46,0
SNC Cortal Pierre Gestion	France	1	100,0	100,0	97,2	46,0
<b>Cardif</b>						
Cardif SA	France	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Acfi Études Actuarielles	France	1	99,9	99,9	53,1	14,9
Antarius	France	1	50,0	50,0	49,1	73,2
Axeria Assurances (ex- CPA Vie)	France	1	35,0	35,0	34,4	
Banque Financière Cardif	France	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Cardif Assicurazioni	Italie	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Cardif Société Vie	France	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Cardif Asset Management	France	1	100,0	100,0	98,2	
Cardif Bancaire Transaction	France	1			98,2	39,9
Cardif Compania de Seguros de Vida	Argentine	1	100,0	100,0	98,2	
Cardif Gestion d'actif	France	1	99,9	99,9	97,2	27,9
Cardif Leven	Belgique	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Cardif Polska	Pologne	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Cardif Provita	République tchèque	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Cardif RD	France	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Cardif Retraite	France	1	99,8	99,8	97,2	
Cardif Services BV	Pays-Bas	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Cardif Vie Polska	Pologne	1	100,0	100,0		
Cardivida	Espagne	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Centro Vita Assicurazioni	Italie	1	49,0	49,0	48,1	13,5
CB UK (actions C)	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	98,2	27,9
Compania de Seguros de Vida	Chili	1	100,0	100,0	98,2	

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Compania de Seguros Generales	Chili	1	100,0	100,0	98,2	
Cybèle Ré	Luxembourg	3	100,0	100,0	98,2	27,9
Eolia	Italie	1	100,0	100,0	98,2	27,9
European Ré	Guernesey	1	88,6	100,0	86,4	24,6
Financial Telemarketing Services Limited	Royaume-Uni	1	88,6	100,0	86,4	24,6
Finaref Vie	France	1	40,0	40,0	39,3	11,1
Finarep RD	France	1	40,0	40,0	39,3	11,1
Firem	France	1			98,2	28,8
Gestion Croissance	France	1	82,0	70,5	82,5	45,2
Helios Société Vie	France	1			98,2	27,9
Investlife Luxembourg SA	Luxembourg	1	100,0	100,0	78,6	22,3
Kléber Finance Conseil	France	1			97,2	27,9
Pinnacle Holding	Royaume-Uni	1	88,6	88,7	86,4	24,6
Pinnacle Insurance	Royaume-Uni	1	88,6	100,0	86,4	24,6
Pinnacle Insurance Management Services	Royaume-Uni	1	88,6	100,0	86,4	24,6
Pinnacle Insurance Property Services	Royaume-Uni	1	88,6	100,0	84,4	24,6
Pinnafrica Holding Ltd	Afrique du Sud	1	88,6	100,0	84,4	
Pinnafrica Insurance Cy	Afrique du Sud	1	88,6	100,0		
Pinnafrica Insurance Life	Afrique du Sud	1	88,6	100,0		
Union Européenne d'assurances	France	1				13,9
<b>Autres</b>						
Banque Directe	France	1	100,0	100,0	98,2	46,4
Bureau d'Études & de Transactions Immobilières "BÉTI"	France	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Conseil Investissement	France	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Asset Management (Japan)	Japon	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Asset Management (Luxembourg)	Luxembourg	2	100,0	100,0	99,9	94,1
Paribas Asset Management Asia Ltd	Singapour	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Asset Management Ltd (Bahamas)	Bahamas	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Asset Management SNC	France	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Asset Management UK Ltd	Royaume-Uni	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Banque Privée Monaco	France	1	100,0	100,0	99,9	97,8
Paribas Finanziaria	Italie	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Investment Management GmbH	Allemagne	2	100,0	100,0	99,9	98,8
<b>Banque de financement et d'investissement</b>						
Antin Bail	France	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Antin Contrepartie	France	1				98,8
Asia Equity Holdings Ltd	Bermudes	2	100,0	100,0	99,9	
Asia Equity Limited	Hong Kong	2	100,0	100,0	99,9	
Bank Paribas BBD Indonesia	Indonésie	1	76,0	76,0	76,0	
Banque Paribas Belgique SA	Belgique	1				71,7
Banque Paribas Canada	Canada	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Banque Paribas Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	1	84,4	84,4	84,3	83,4
Banque Paribas Curaçao NV	Antilles néerl.	1				71,7
Banque Paribas Luxembourg	Luxembourg	1	100,0	100,0	99,9	89,3
Banque Paribas Nederland NV	Pays-Bas	1				90,7

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Banque Paribas Pacifique	Polynésie	1			66,0	65,3
Banque Paribas Polynésie	Polynésie	1			48,7	45,4
Banque Paribas succursale de Francfort AM Main	Allemagne	1				98,8
Banque Paribas Suisse	Suisse	1	100,0	100,0	99,9	97,8
Banque Parisienne Internationale	France	1	100,0	100,0	100,0	99,3
Courcoux - Bouvet SA	France	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Eural Unispar	Belgique	1				70,2
Finecofi	France	2			99,9	98,8
Gamba Azzoni	Italie	1				98,8
Immo-Paribas	Belgique	2				71,7
Kanghwa Investment Limited	Hong Kong	2			99,9	98,8
Luxpar Ré	Luxembourg	2	100,0	100,0	99,9	89,3
Novolease NV	Belgique	1				71,6
Parbel Finance NV	Pays-Bas	2				71,7
Parbelux Finance	Luxembourg	2				71,7
Parfibank	Luxembourg	1				71,7
Parfipar	Luxembourg	2				71,7
Paribas (Suisse) Bahamas Ltd	Bahamas	1	100,0	100,0	99,9	97,8
Paribas (Suisse) Guernesey	Guernesey	1	100,0	100,0	99,9	97,8
Paribas Affaires Industrielles Management	France	2	100,0	100,0		
Paribas Asia Ltd	Hong Kong	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Asset Management Inc	USA	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Capital Investments Ltd	Royaume-Uni	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Capital Markets Group Limited	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Capital Markets Ltd	Hong Kong	1	95,5	95,5	95,5	83,0
Paribas Corporation	USA	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Derives Garanties SNC	France	1	100,0	100,0	100,0	100,0
Paribas Deutschland BV	Pays-Bas	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas do Brasil Consultaria Projeto	Brésil	1	100,0	100,0		
Paribas E & B Limited	Royaume-Uni	1	100,0	100,0		
Paribas Finance Inc	USA	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Futures Incorporated	USA	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Futures Ltd	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,6
Paribas Group Australia Limited	Australie	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas International	France	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas International BV	Pays-Bas	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Investissement	France	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Investment Asia	Hong Kong	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Japan Limited	Japon	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Limited	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Management Services Limited	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Merchant Banking Asia	Singapour	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Net Limited	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas North America	USA	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas Principal Inc	USA	2	100,0	100,0	99,9	98,8

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Paribas Properties Incorporated	USA	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Paribas SPT Ltd	Royaume-Uni	1			99,9	98,8
Paribas Trust Cy	Luxembourg	2			99,9	89,3
Paribas Trust Luxembourg (ex- Fipalux SA)	Luxembourg	2	100,0	100,0	99,9	89,3
Paribas Uk Holding Ltd	Royaume-Uni	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Paricomi	France	2	99,9	100,0	99,9	98,8
Parifergie	France	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Parilease	France	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Pasta Investment Ltd	Hong Kong	2			99,9	98,8
Philippine Asia Equity Sec In.	Philippines	2	100,0	100,0	99,9	
Polynésie Développement	France	2	95,0	95,0	71,0	64,6
Pt Asia Equity Jasereh	Indonésie	2	85,0	85,0	85,0	
Smurfit Paribas Bank Ltd	Irlande	1	50,0	50,0	50,0	49,4
Société Anonyme de Gestion d'Investissements et de Participations	Belgique	2	100,0	100,0	99,9	98,6
Société Néo-Calédonienne de Développement et de Participations	Polynésie	2			71,9	71,1
Wigmore Loan Finance Limited	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,8
<b>Immobilier</b>						
Antin Gérance	France	2	95,1	95,1	95,0	98,9
CB Pierre	France	1	65,0	99,0	97,2	46,0
Compagnie Foncière	France	2			61,5	60,9
Klé 31	France	1	65,6	99,9	50,1	
Klépierre	France	1	65,6	65,6	50,1	22,8
SA Cecobil	France	1	32,8	50,0		
SA Centrale Immobilière	France	2	65,6	100,0		
SA Socoseine	France	2	46,6	74,9		
SA Tours Nationale	France	1	57,4	100,0	50,1	23,2
SAS 192 avenue Charles-de-Gaulle	France	1	65,6	100,0	50,1	22,8
SAS 21 Kléber	France	1	66,0	100,0	98,2	
SAS 21 La Pérouse	France	1	65,6	100,0	98,2	46,4
SAS 43 Grenelle	France	1	65,6	100,0	98,2	46,4
SAS 43 rue Kléber	France	1	65,6	100,0	50,1	22,8
SAS 46 rue Notre-Dame-des-Victoires	France	1	65,6	100,0	50,1	22,8
SAS 5 rue de Turin	France	1	65,6	100,0	50,1	22,8
SAS 52 rue d'Iéna	France	1	67,3	100,0	52,0	24,1
SAS 70 rue Cortambert	France	1			50,1	22,8
SAS Baudin Levallois	France	1	65,6	100,0	98,2	42,7
SAS Baudot Massy	France	1	65,6	100,0	98,2	
SAS Begles Arcins	France	1	43,1	75,0	37,3	17,2
SAS Brescia	France	1	28,7	50,0		
SAS Centre Jaude Clermont	France	1	57,4	100,0	50,1	23,2
SAS Centre Villepinte	France	1	57,4	100,0	50,1	23,2
SAS Cerenicim	France	1	89,7	100,0	88,4	87,5
SAS Concorde Puteaux	France	1	65,6	100,0	98,2	42,7

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
SAS Daumesnil Reuilly	France	1	65,6	100,0	98,2	46,4
SAS Doumer Caen	France	1	57,4	100,0	50,1	23,2
SAS Espace Dumont d'Urville	France	1	65,6	100,0		
SAS Espace Kléber	France	1	65,6	100,0		
SAS Fontenay La Redoute	France	1	65,6	100,0		
SAS Kléber Levallois	France	1	65,6	100,0	98,2	42,7
SAS Klébureaux	France	1	65,6	100,0		
SAS Klécentres	France	1	57,4	87,5	50,1	23,2
SAS Klégestion	France	1	65,6	100,0	98,2	
SAS Langevin Herblay	France	1	65,6	100,0	50,1	23,2
SAS Le Havre Capelet	France	1	65,6	100,0		
SAS Le Havre Tourneville	France	1	65,6	100,0		
SAS Leblanc Paris 15 <sup>e</sup>	France	1	65,6	100,0	98,2	42,7
SAS Melun Saint-Pères	France	1	57,4	100,0	50,1	23,2
SAS Oise Cergy	France	1	82,8	100,0	73,6	23,2
SAS Paul Doumer Rueil	France	1	65,6	100,0	50,1	23,2
SAS Poitiers Aliénor	France	1	65,6	100,0		
SAS Saint André Pey Berland	France	1	57,4	100,0	50,1	23,2
SAS Sommer Antony	France	1	65,6	100,0	50,1	
SAS Strasbourg La Vigie	France	1	57,5	100,0	50,1	23,2
SAS Suffren Paris 15 <sup>e</sup>	France	1	65,6	100,0	98,2	42,7
SAS Vanne Montrouge	France	1	67,3	100,0	52,0	24,1
SAS Varennes Ormes	France	1	65,6	100,0	50,1	24,1
SC Centre Bourse	France	1	50,0	85,0	49,1	16,3
SC Cecocord	France	1	65,6	100,0		
SC Rouen Cande	France	1	65,6	100,0		
Secmarne	France	1	37,7	61,7	33,6	24,6
SCI Antin Vendôme	France	2	32,8	50,0		
SCI Boulogne d'Aguesseau	France	1	64,9	99,9		
SCI Étoile Quinzième	France	1	64,9	99,9		
SCI Les Bureaux d'Évry 2	France	1	16,4	25,0		
SCI Les Ellipses	France	1	64,9	99,9		
SCI Levallois Anatole-France	France	1	64,9	99,9		
SCI Levallois Michelet	France	1	64,9	99,9		
SCI Rue du Sentier	France	1	65,6	100,0		
SCI Rueil Hermès	France	1	64,9	99,9		
SCI Secovalde	France	1	26,2	40,0		
SCI Seine Rive Gauche	France	1	65,6	100,0		
SCI Suffren	France	1	64,9	99,9		
SCI Villepinte Le Tropical	France	1	64,9	99,9		
SNC 86 Anatole France	France	1	65,6	100,0		
SNC Cecoville	France	1	65,5	99,9		
SNC Couperin Foncière	France	1	65,6	100,0		
SNC de l'Extension d'Évry 2	France	1	16,4	25,0		
SNC Foncière Saint-Germain	France	1	65,6	100,0		

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
SNC Général Leclerc 11/11bis Levallois	France	1	65,6	100,0		
SNC Godefroy Puteaux	France	1	65,6	100,0		
SNC Kléber La Pérouse	France	1	65,6	100,0		
SNC Liège 25 Paris 8 <sup>e</sup>	France	1	65,6	100,0		
SNC Soccendre	France	1	55,4	100,0		
SNC Université Paris 7 <sup>e</sup>	France	1	65,6	100,0		
Société du 23 avenue Marignan	France	1	65,6	100,0	50,1	18,6
Société Foncière Mulhouse-Nord	France	2	65,6	100,0	61,5	60,9
Solorec	France	1	59,9	100,0	50,1	16,3
<b>Participations et autres</b>						
<b>Cobepa</b>						
Agemar S.A.H.	Luxembourg	2				32,1
Amparzo	Pays-Bas	2	59,0	100,0	60,9	29,1
Belvuco	Belgique	2				32,8
Belvuco (ex- Invest. Beleg. Maatschap. Lacourt "IBEL")	Belgique	2	45,0	77,3	42,5	52,1
Cippar	Belgique	2	46,9	79,5	46,0	48,8
Cobema	Belgique	2	59,0	100,0	58,2	
Cobepa Finance	Luxembourg	2	59,0	100,0	58,2	64,3
Cobepa International	Pays-Bas	2	59,0	100,0		
Cobepa Technology	Belgique	2	59,0	100,0	58,2	64,3
Compagnie Belge de Participations Paribas "Cobepa"	Belgique	2	59,0	60,9	58,2	64,3
Compagnie de Développement International	Luxembourg	2				64,3
Compagnie de Gestion et de Développement Informatique	Belgique	2	59,0	100,0	58,2	64,3
Compagnie de Participations Internationales BV	Pays-Bas	2	59,0	100,0	58,2	52,7
Compagnie de Participations Internationales SA	Luxembourg	2	57,5	97,5	55,9	52,7
Compagnie Financière & Mobilière "Cofim"	Belgique	2	59,0	100,0	58,2	64,3
Compagnie Financière Africaine	Belgique	2	48,5	82,1		
Compagnie Forestière "Cosylva"	Belgique	2	46,9	79,5	46,0	48,8
Copabel SA	Belgique	2	57,5	97,5	55,9	52,7
Coparin	Luxembourg	2	59,0	100,0	55,9	52,7
Société Financière de Développement et de Participations "Fidepa"	Belgique	2	29,5	50,0	29,1	32,1
Financial Control International	Pays-Bas	2			58,2	64,3
Financière Cristal SA	Luxembourg	2	46,9	79,5	46,0	48,8
Group TSA	Belgique	2	59,0	100,0	46,0	48,8
Groupe Financier Liégeois	Belgique	2	59,0	100,0	46,0	48,8
Holnor	Pays-Bas	2	57,6	97,5	55,9	64,3
I.I.M.	Pays-Bas	2	59,0	100,0	58,2	64,3
International Financing Partners SA	Luxembourg	2	46,9	79,5	46,0	48,8
Libelux	Luxembourg	2	59,0	100,0	57,6	63,6
Libenel	Pays-Bas	2	59,0	100,0	58,2	64,3
Lucht & Licht BV	Pays-Bas	2	45,0	77,3		
Mascagni	Belgique	2	45,1	77,3		
Paribas Deelnemingen NV	Pays-Bas	2	55,5	94,1	54,1	61,1
Paribas Participation Limitée	Canada	2	57,5	97,5	55,9	52,7

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Ramlux	Luxembourg	2	45,0	77,3	42,6	52,2
Regema	Belgique	2			42,5	52,1
Regio Invest. Ontwik. Maats.	Belgique	2	45,0	77,3	42,5	52,1
SA Mosane	Belgique	2	46,9	79,5	46,0	48,8
Société d'Investissements Internationaux (Nlle)	Belgique	2				64,3
Société Financière de Réalisation "Sofiréal"	Belgique	2	59,0	100,0	58,2	64,3
Texaf	Belgique	2	48,5	82,1	47,7	52,7
Tradexco SA	Belgique	2	59,0	100,0	58,2	64,3
Vobis Finance	Belgique	2	29,5	50,0	29,1	32,1
<b>Crédit du Nord</b>						
Banque Courtois	France	1				98,7
Banque Kolb	France	1				50,9
Banque Laydernier	France	1				100,0
Banque Lenoir & Bernard	France	1				99,9
Banque Nuger	France	1				59,6
Banque Rhône-Alpes	France	1				100,0
Banque Tarneaud	France	1				77,5
Chauchat Expansion	France	2				98,1
Crédit du Nord	France	1				100,0
Fimmogest	France	2				98,7
Midi Courtage Assurance	France	2				99,8
Norbail Immobilier	France	1				100,0
Norbail Sofergie	France	1				100,0
Norfinance	France	1				100,0
Norimmo	France	2				99,8
Remusat	France	2				98,6
SCI Couronna	France	2				98,7
Sedel	France	2				98,0
Société de Bourse Gilbert Dupont	France	1				100,0
Société de Participations Techniques et Financières	France	2				98,1
Turgot Gestion	France	1				77,5
Union Bancaire du Nord	France	1				100,0
<b>Autres</b>						
Compagnie Bancaire	France	1			98,2	46,4
Compagnie Financière de Paribas	France	1			100,0	100,0
Bureau Immobilier de Négociations Commerciales et Financières	France	2	100,0	100,0	99,9	98,9
Capefi SA	France	2	100,0	100,0	99,9	98,8
Coger SARL	France	1	100,0	100,0	98,2	46,4
Compagnie Auxiliaire d'Entreprises & de Chemins de Fer	France	2	100,0	100,0	100,0	99,8
Compagnie de Navigation Mixte	France	2			99,2	97,5
Compagnie de Navigation Mixte Finance SNC	France	2			99,2	97,5
Compagnie de Placement & de Prévoyance	France	1				46,4
Compagnie d'Entreprises Industrielles et Commerciales "CEIC"	France	2	98,3	98,3		
Compagnie Financière Ottomane "Nouvelle"	France	1	93,3	93,3	95,2	97,1
Compagnie Franco-Marocaine	France	2			99,7	99,7

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
Ejenorte	Espagne	1	100,0	100,0	98,2	
Ejesur	Espagne	1	50,0	50,0	49,1	
Élan Europe	France	1			98,2	46,4
Financière Kléber	France	1	100,0	100,0	98,2	46,4
Financière Sema	France	2				45,9
Foncière de la Compagnie Bancaire	France	1	100,0	100,0	98,2	46,0
G.A.M. - CB	France	1	96,5	98,9	78,6	33,9
G.E.P. - CB	France	1	93,5	96,5	84,4	36,7
Great Central Railway Land SA	France	2	99,9	99,9	99,4	98,6
Harewood Properties Ltd	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Kléber Portefeuille	France	1			97,2	46,0
Klécar	France	1	100,0	100,0	98,2	46,4
Klécinq	France	1			97,2	46,0
Klép 1 SAS	France	1			97,2	42,7
Klétrois	France	1			98,2	46,4
Martello Land Ltd	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Marylebone Gate Ltd	Royaume-Uni	1	100,0	100,0	99,9	98,8
Nouvelle Holding Guyomarç'h	France	2	98,0	100,0	97,9	98,2
Omnium de Gestion et de Développement Immobilier	France	2	100,0	100,0	100,0	99,7
Opatra	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Ottofrance International	France	2	100,0	100,0	100,0	
Parfici	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Pargelux Holding SA	Luxembourg	2				100,0
Paribas Capital Développement	France	2				100,0
Paribas Europe	France	2				100,0
Paribas Investissement Développement	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Paribas Participation BV	Pays-Bas	2				98,8
Paribas Participations	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Paribas Santé	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Paribas Santé International BV	Pays-Bas	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Prominco Holding	Suisse	2				97,8
Quatch	France	2	99,9	100,0		
S.F.E.I.	France	2			97,5	97,5
S.I. 89 Neuilly	France	1	100,0	100,0	97,2	46,0
S.I.S.	France	3	100,0	100,0	98,2	46,4
SNC Marché Saint-Honoré	France	2	100,0	100,0	99,9	98,8
SA 25 Kléber	France	1	100,0	100,0	98,2	46,4
SA 37 La Pérouse	France	1	100,0	100,0	98,2	46,0
SA De Flers	France	1	100,0	100,0	98,2	46,0
Safadeco - SA	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Safadeco - SP	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
SAS 11 rue Louis-Philippe	France	1	100,0	100,0	98,2	46,0
SAS 18 La Pérouse	France	1	100,0	100,0	98,2	46,4
SAS 5 Kléber	France	1	100,0	100,0	98,2	46,0
SAS Amboise Boulogne	France	1	100,0	100,0	98,2	42,7

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

Sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% contrôle	% intérêt	% intérêt
SAS Charenton Bercy	France	1			98,2	46,4
SAS Charléty Coubertin	France	1			98,2	46,4
SAS Colombier Carrières	France	1	100,0	100,0	98,2	46,4
SAS Combs la Ville	France	1	100,0	100,0	98,2	46,0
SAS Cordim	France	1				46,4
SAS Étoile Résidence	France	1	100,0	100,0	98,2	42,7
SAS Kléfinances	France	1	100,0	100,0	98,2	42,7
SAS Pont d'Orly	France	1	99,9	99,9	97,2	46,0
SAS Sinkle	France	1	100,0	100,0	97,2	42,7
SAS Taitbout Paris 9 <sup>e</sup>	France	1	100,0	100,0	98,2	42,7
SAS Vacquerie	France	1	100,0	100,0	98,2	46,0
SCI 50 rue de Bourgogne	France	1	99,9	99,9	97,2	42,7
SCI Le Chêne Pierre	France	1	100,0	100,0	97,2	42,7
Segefico - SA	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Sifro SNC	France	1	100,0	100,0	98,2	
Sobac	France	2				97,5
Société 36 avenue de l'Opéra	France	2	100,0	100,0	70,0	69,2
Société Anonyme LB	France	2	58,4	97,3	57,7	64,6
Société Centrale d'Investissement	France	2	90,7	90,7		
Société de Gestion	France	1	96,7	97,6	82,5	36,7
Société d'Études Immobilières & de Constructions	France	2	100,0	100,0	99,9	98,9
Société Européenne d'Études et de Gestion Industrielle et Financière "Sedicecom"	France	2			75,8	75,8
Société Financière de Gaz & Énergie SA	Luxembourg	2				100,0
Société Financière Paribas Suisse BV	Pays-Bas	2				98,8
Société Générale Commerciale & Financière "SGCF"	France	2	100,0	100,0	100,0	100,0
Sogimo	France	2	100,0	100,0	100,0	99,8
Valeurs et Rendements SA	Luxembourg	2				100,0
Via Banque (Groupe)	France	1	60,0	60,0	59,5	58,8
Via Bourse	France	1				31,3
Via Crédit Banque (Groupe)	France	1			59,5	77,8

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

## 51 SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Sociétés consolidées par mise en équivalence Noms	Pays	Activité	1998		1997 % intérêt	1996 % intérêt
			% intérêt	% mise en équivalence		
<b>Services financiers spécialisés</b>						
<b>Cetelem</b>						
A.G.F. Financement 2	France	1	40,0	40,0	25,5	12,1
Banco Servicios Financieros	Argentine	1	40,0	40,0		
Cofidis	France	1	15,0	15,0	8,8	4,2
Cofidis Belgium	Belgique	1	15,0	15,0	8,8	
Cofidis UK	Royaume-Uni	1	15,0	15,0	8,8	
Cofidis Espana	Espagne	1	15,0	15,0	8,8	4,2
Cofinoga	France	1	44,0	44,0	28,5	14,9
Covefi	France	1	34,0	34,0	21,6	10,2
Facet	France	1	38,8	38,8	24,5	11,6
Fimagroup	Belgique	1	40,0	40,0	25,5	12,1
Finalion	France	1	49,0	49,0	31,4	14,9
Finama	France	1	49,0	49,0	31,4	14,9
Findomestic	Italie	1	42,7	42,7	28,5	13,5
Fipryca	Espagne	1	40,0	34,0	21,6	10,2
Fortis Crédit	Belgique	1	27,0	45,0	16,7	
Laser	France	2	9,8	9,8		
Magyar Cetelem	Hongrie	1			32,5	
Novacrédit	France	1	34,0	34,0	22,6	10,7
Société de Paiement Pass	France	1	40,0	40,0	25,5	12,1
Vecofin	Italie	1	15,0	15,0	8,8	
Volvo Automobiles France Finance	France	2	50,0	50,0		
<b>UFB</b>						
Deutsche Leasing France	France	1			38,3	13,0
Saint Éloi	France	1	49,0	49,0	47,1	16,3
UFB Ace Leasing	Belgique	1	49,0	49,0	47,1	17,2
<b>Gestion d'actifs et services bancaires</b>						
<b>Cortal</b>						
Cortal Belgique	Belgique	1	40,0	40,0	38,3	18,1
<b>Cardif</b>						
Assurances Banque Populaire	France	1	15,0	15,0	14,7	5,1
Banca Del Salento	Italie	1	3,5	3,5	2,9	0,9
<b>Banque de financement et d'investissement</b>						
Banque Gabonaise et Française Internationale	Gabon	1			43,4	42,9
Banque Gabonaise et Française Internationale Bail	Gabon	1			33,8	33,4
Banque Gabonaise et Française Internationale Participations	Gabon	1			43,4	
Banque Pétrofigaz	France	1	44,8	44,8	44,8	44,8
<b>Immobilier</b>						
Kléber Promotion	France	3	99,9	100,0	97,2	46,0
Presbourg Étoile & Cie	France	3	100,0	100,0	98,2	46,0

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

% d'intérêt : pourcentage de détention directe et indirecte par Paribas ; % de contrôle : cumul des pourcentages détenus directement ou indirectement par des sociétés contrôlées à plus de 50 % ; % de mise en équivalence : pourcentage utilisé pour déterminer la "part dans l'actif et le résultat net des sociétés mises en équivalence" qui apparaît à l'actif du bilan et dans le compte de résultat.

Sociétés consolidées par mise en équivalence Noms	Pays	Activité	1998		1997 % intérêt	1996 % intérêt
			% intérêt	% mise en équivalence		
SAS Cordim	France	3	100,0	100,0	98,2	
Ségécé	France	3	55,4	89,4	64,8	30,6
Ségécé Promotion	France	3				30,6
Sinvim et Compagnie	France	3	100,0	100,0	97,2	46,0
Sinvim Île-de-France SNC	France	3	100,0	100,0	98,2	46,0
Sinvim SA	France	3	100,0	100,0	98,2	46,0
<b>Participations et autres</b>						
Axime (Groupe)	France	3			26,0	26,0
Carbone Lorraine	France	3	21,8	21,8	23,8	20,2
Cetap	France	3			33,3	33,3
Ciments Français (Groupe)	France	3			23,5	27,0
Compagnie de Fives-Lille (Groupe)	France	3	29,3	29,3	29,3	29,3
Compagnie Générale de Développement Immobilier Cogedim (Groupe)	France	3			100,0	99,7
Coparex International (Groupe)	France	3	95,3	95,3	95,3	95,3
Eiffage (Groupe)	France	3	31,1	5,5	33,5	33,5
Fichet Bauche	France	3	90,0	96,0	89,2	85,8
Financière Fougerolle	France	2	49,8	49,8	49,8	49,8
Générale de Transport et d'Industrie	France	3	70,4	70,6	69,8	66,0
Hurel Dubois	France	3	51,3	51,3	53,6	52,1
La Rochette (Groupe)	France	3	26,1	26,1	26,9	27,6
Mestrezat et Domaines	France	3	86,5	86,5	86,5	86,5
Nord-Est (Groupe)	France	2			38,2	38,2
Pochet Société Anonyme	France	3	34,1	34,2	33,8	33,3
Poliet	France	3			34,5	51,5
Régie Immobilière de la Ville de Paris "R.I.V.P."	France	3	30,8	30,8	30,8	30,4
Saupiquet	France	3	34,7	37,1	34,4	33,8
Sema Group	Royaume-Uni	3			18,4	19,0
Société de Fabrication d'Instruments de Mesure	France	3	30,3	33,2	30,0	29,6
Via North America	USA	3	100,0	100,0	99,2	97,5
<b>Cobepa</b>						
Ancorabel	Belgique	3	9,6	21,3	8,7	-
Berginvest	Belgique	3	20,8	44,2	20,4	19,3
Cable and Wire Assemblies "C.W.A."	Belgique	3			14,0	10,3
Codefi	Belgique	3	48,5	82,1	47,7	52,7
Compagnie Centrale 1909	Belgique	3	20,1	34,0	19,8	
Fountain Nederland Holding	Pays-Bas	3				12,2
Fountainbrand International NV	Antilles néerl.	3				12,2
Gevaert SA (Groupe)	Belgique	2				19,9
Groupe Josi	Belgique	3	13,9	23,6	12,2	13,5
La Floridiennne	Belgique	3	12,2	26,0	12,8	13,5

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

% d'intérêt : pourcentage de détention directe et indirecte par Paribas ; % de contrôle : cumul des pourcentages détenus directement ou indirectement par des sociétés contrôlées à plus de 50 % ; % de mise en équivalence : pourcentage utilisé pour déterminer la "part dans l'actif et le résultat net des sociétés mises en équivalence" qui apparaît à l'actif du bilan et dans le compte de résultat.

Sociétés consolidées par mise en équivalence Noms	Pays	Activité	1998		1997	1996
			% intérêt	% mise en équivalence	% intérêt	% intérêt
Sait Radio Holland	Belgique	3	38,9	65,9	37,3	41,1
Sopex	Luxembourg	3	22,5	49,9	21,0	25,7
Spaas	Belgique	3	22,1	49,0	18,6	
Uco Engineering	Belgique	3	26,0	60,8	42,5	32,8
Uco Textile	Belgique	3	26,0	60,8	23,9	32,8
Vlaamse Uitgevers Maatschappij "VUM"	Belgique	3			10,5	12,9
Zetes	Belgique	2	19,5	33,0		
<b>Autres</b>						
Caisse Nationale A Portefeuille (Groupe)	Belgique	2	19,7	2,4	14,3	14,6
Erbe (Groupe)	Belgique	2	42,1	45,5	42,1	41,5
Finaxa (Groupe)	France	2	22,7	22,7	23,3	23,4
Pargesa Holding SA (Groupe)	Suisse	2	13,1	14,5	11,6	10,9
Banque CLÉMENT	France	1				32,8
Banque Pouyanne	France	1				35,0
Verveine	France	1				34,0
Axa Ré Finance	France	1	21,0	21,0	21,0	20,8
Banque de Marchés et d'Arbitrage	France	1	38,6	38,6	38,6	38,6
C.L.F. Banque	France	1			19,6	29,3

Activités : 1 : banques et sociétés financières / 2 : sociétés de portefeuille / 3 : sociétés industrielles et commerciales.

% d'intérêt : pourcentage de détention directe et indirecte par Paribas ; % de contrôle : cumul des pourcentages détenus directement ou indirectement par des sociétés contrôlées à plus de 50 % ; % de mise en équivalence : pourcentage utilisé pour déterminer la "part dans l'actif et le résultat net des sociétés mises en équivalence" qui apparaît à l'actif du bilan et dans le compte de résultat.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1998

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Paribas établis en euros et relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1998, tels qu'ils sont présentés aux pages 66 à 116.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui précise qu'une opération d'offre publique d'échange de la Société Générale sur les titres Paribas a été lancée le 12 février 1999 et que les comptes consolidés arrêtés par le Directoire du 17 février 1999 ne tiennent pas compte d'une provision pour coûts de restructuration et d'intégration consécutifs à cette opération, d'un montant net d'impôt de 400 millions d'euros. L'inscription de cette provision dans les comptes au 31 décembre 1998 dépend en effet de l'issue favorable de l'offre publique d'échange et, en particulier, de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Générale, le 1<sup>er</sup> avril 1999, de l'augmentation de capital rémunérant les actions Paribas apportées. Dès lors que ces conditions seront réunies, et conformément à la décision du Directoire, les comptes consolidés seront modifiés pour inclure cette provision.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly, le 9 mars 1999

Les Commissaires aux Comptes

Ernst & Young Audit

Patrick Gounelle

Deloitte Touche Tohmatsu

Jacques Manardo